PROCES VERBAL
CONSEIL DU 5 FEVRIER 2010

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 5 Février 2010

**La séance est ouverte à 09 H 35
sous la Présidence de Monsieur Eugène CASELLI
Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Francis ALLOUCH - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-Marc BENZI - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Gérard BISMUTH - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - René CAMPIONI - René CANEZI - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Alain LAURENS - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Jean-Paul MARIA-FABRI - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Roger MERONI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Gilles PAGLIUCA - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre REPIQUET - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - André VARESE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA - Jocelyn ZEITOUN - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Christian AMIRATY représenté par Gabriel PERNIN - Sylvie ANDRIEUX représentée par François-Noël BERNARDI - Jean-luc BENNAHMIAI représenté par Francis ALLOUCH - Philippe BERGER représenté par Maxime TOMMASINI - Alexandre BIZAILLON représenté par Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean-Louis BONAN représenté par Arlette SALVO - Xavier CACHARD représenté par Gilles PAGLIUCA - Philippe CAMILLIERI représenté par Jean-Paul ULIVIERI - Marie-Thérèse CARDONA représentée par Jean-Paul MARIA-FABRI - Eric DI MECO représenté par Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI représenté par Samia GHALI - Pascal GILLET représenté par Patrick MAGRO - Robert HABRANT représenté par Gérard SBRAGIA - Mourad KAHOUL représenté par Myriam SALAH-

EDDINE - Albert LAPEYRE représenté par Jacqueline MAURIC - Laurent LAVIE représenté par Martine GOELZER - Christophe MADROLLE représenté par Pierre SEMERIVA - Christophe MASSE représenté par Bernard MOREL - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX représentée par Haouaria HADJ CHICK - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Marc POGGIALE représenté par Joël DUTTO - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Louis RIVIERE - Christel SIMONETTI-ACHARD - Maurice TALAZAC.

(La séance est ouverte à 9 heures 35).

Monsieur LE PRESIDENT. - Le quorum étant fixé à 79, il est constaté qu'il est atteint, la séance est ouverte.

Conformément aux dispositions de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, je demande l'adoption de la procédure d'urgence pour le rapport n°39 relatif aux Commissions permanentes de travail et d'étude et pour le rapport n°40 concernant l'autorisation de nommer un représentant de Marseille Provence Métropole au Conseil d'administration de Marseille Aménagement et d'approuver l'adhésion de la société au GIE formé avec la SOLEAM.

Y a-t-il des objections ?

(Pas d'observation)

Il n'y en a pas, la procédure d'urgence est adoptée

I – APPROBATION DES PROCES VERBAUX DES SEANCES DU 18 ET 23 DECEMBRE 2009

Monsieur LE PRESIDENT. - Je sou mets à votre approbation le procès verbal de la séance du 18 décembre 2009. S'il n'y a aucune observation, il sera considéré comme adopté.

(Pas d'observation)

Le procès verbal de la séance du 18 décembre 2009 est adopté.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je sou mets à votre approbation le procès verbal de la séance du 23 décembre 2009. S'il n'y a aucune observation, il sera considéré comme adopté.

(Pas d'observation)

Le procès verbal de la séance du 23 décembre 2009 est adopté.

II – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

Monsieur LE PRESIDENT. - Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil. Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

III – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU BUREAU DU 18 DECEMBRE 2009

Monsieur LE PRESIDENT. - Conformément aux dispositions de la délibération 004/314 CC en date du 31 mai 2008, il convient de rendre compte au Conseil des décisions du Bureau du 18 décembre 2009. Elles vous ont été communiquées en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV – INFORMATION AU CONSEIL

Monsieur LE PRESIDENT.- Une première information au Conseil de Communauté. Il s'agit de la mise à disposition d'un agent de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au sein de l'association la COOP.

Selon l'article 2 de ses statuts, la COOP a pour objet la défense des intérêts sociaux et économiques des agents de la Ville de Marseille et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, des collectivités et établissements publics territoriaux rattachés et présents sur le territoire marseillais et environnant. Elle poursuit en cela les missions sociales développées antérieurement par la Coopérative des Employés Municipaux, la CEM.

Cette mise à disposition sera faite à titre onéreux. Il sera donc prévu le remboursement à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par l'association la COOP de la rémunération totale annuelle de l'agent, salaires et charges patronales comprises.

En conséquence, je vous informe du projet de la mise à disposition de M. Raymond Valle, agent de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, au sein de l'association la COOP.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, en préambule à l'ordre du jour, je souhaite porter à la connaissance de l'assemblée l'information suivante :

La commission chargée d'étudier les possibilités éventuelles de passage de la collecte et du nettoyage en régie publique pour la totalité des arrondissements de Marseille, s'est réunie plusieurs fois courant janvier assistée, comme il était prévu, par un cabinet d'audit.

Cette commission composée de conseillers communautaires réunissant tous les groupes politiques représentés à l'assemblée, ainsi que des Vice-présidents et Présidents de Commissions intéressées a donné un avis à l'unanimité moins une voix.

J'ai décidé de suivre cet avis pour les raisons suivantes : des raisons sociales, matérielles et de calendrier.

Tout d'abord, la reprise du personnel des sociétés privées concernait près de 600 personnes et n'était pas envisageable pour beaucoup d'entre elles :

- Les ressortissants étrangers à l'union Européenne dont l'intégration à la fonction publique n'est pas possible,
- Pour les plus de 45 ans à qui pouvaient se poser des problèmes de retraite (il faut en effet 15 ans d'ancienneté pour pouvoir prétendre à la retraite de la Fonction Publique).
- Pour ceux et celles dont l'emploi est soumis à concours dans la Fonction Publique Territoriale notamment les chauffeurs.
- Pour ceux enfin dont le niveau de salaire est supérieur à celui de la Fonction Publique.

Par ailleurs, en cas de passage au tout public, la Communauté Urbaine devait racheter le matériel des sociétés privées à condition qu'elles acceptent de le vendre, et dans ce cas, une procédure d'appel d'offres aurait été juridiquement nécessaire et aurait été très aléatoire dans les délais impartis.

Et enfin, le calendrier imparti pour décider était très serré. En effet, en cas de décision de conservation des marchés privés, la date du 1^{er} juillet pour attribution du nouveau marché était impérative, ce qui nous obligeait à lancer les appels d'offres début février, donc en conséquence à prendre une décision définitive fin janvier au plus tard.

En conclusion, compte tenu de ces éléments, la commission a proposé de conserver 5 lots à attribuer à des sociétés privées sur les 5 arrondissements (2^{ème}, 3^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème}) déjà traités par le secteur privé.

Le secteur public garde les 11 autres arrondissements, augmentés d'une partie du 2^{ème}, celle intégrée au périmètre de requalification du Vieux Port et de l'hyper centre Ville, à savoir une zone regroupant la rue de la République jusqu'à Sadi-Carnot, la Cathédrale, le J4, le Mucem et le Quai de la Mairie, représentant 4800 habitants et 20% de la collecte et du nettoyage de cet arrondissement qui était autrefois dédié au privé, plus un périmètre supplémentaire actuellement dévolu au privé en prestations spécifiques, ceci de manière à avoir une unité de management public sur un territoire qui va être au cœur du projet de semi-piétonisation du Vieux Port, de la requalification du Centre Ville et de Marseille 2013.

Je voudrais à ce titre saluer l'esprit de responsabilité des partenaires sociaux et notamment celui de l'organisation majoritaire au cours de cette période. Ils n'ont eu pour motivation première, que la protection de l'institution et l'intérêt général.

De même, je tiens à remercier chaleureusement les membres de la commission, MM. Giorgi, Bertrand, Cachard, Bernardi, Morel, Dutoit, Coulomb et ses Vice-présidents Mme Martine Vassal et M. Antoine Rouzaud, pour le travail accompli et pour le climat serein et consensuel qui a permis de prendre des décisions importantes sans esprit politicien, décisions les plus sécurisantes possibles au niveau juridique et technique, compte tenu du champ de contraintes qui était le nôtre.

Bien entendu au-delà de la décision, la nouvelle organisation de la propreté qui sera mise en place bénéficiera de moyens humains et de matériels modernes et adaptés à la 3^{ème} Communauté de France en mobilisant les crédits accordés par le Conseil Général pour l'investissement « Collecte et Propreté » dans le cadre du plan quinquennal.

Pour l'avenir, le dossier n'est pas refermé, les éléments précis que va nous fournir l'audit nous permettront de reconsidérer un jour le problème, lorsque les conditions et le contexte le permettront.

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, étant la voix dissonante dans cette commission, je souhaite donner ici notre opinion que j'ai exprimée d'ailleurs lors de la Commission.

Tout d'abord, Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois et l'amitié que je vous porte, j'attire l'attention de notre assemblée sur le fait que nous ne disposons à ce jour, d'aucun document écrit de l'audit qui a été présenté lors de la commission. Nous jugeons donc sur parole. Et comme je l'ai dit lors de la commission, je considère avec toute sincérité les travaux qui ont été réalisés par le cabinet d'audit. Ceci étant, j'ajoute que nous ne disposons, pour le moment, en tant qu'élus, d'aucun document sur ce dossier.

J'ai participé à toutes les réunions effectivement et je n'aboutis pas aux mêmes conclusions, en tout cas sur le fond, et je voudrais réitérer mes propos de l'époque.

Tout d'abord, concernant la question du transfert de l'ensemble du personnel du secteur privé dans le secteur public, l'audit qui nous a été présenté confirme deux choses.

La première, c'est la difficulté juridique de faire passer du personnel du statut privé au statut public. Mais en aucun cas, cet audit ne peut conclure que la chose est impossible.

La deuxième question est celle du coût. Alors que j'ai entendu à plusieurs reprises, position idéologique ou politicienne, personne ici ne peut croire, ou nous faire croire, que le coût, à prestations égales, je dis bien à prestations égales, du nettoyage et du ramassage des ordures ménagères serait plus cher dans le public que dans le privé. A prestations égales, et faisons des comparaisons analytiques, le privé est majoré par les dividendes dues aux actionnaires.

Et d'ailleurs, sur ce principe-là, si nous n'avons pas de position idéologique, nous considérons que c'est quand même la collectivité publique qui paie ces prestations privées.

Donc déjà, sur les statuts, comme sur le coût, il n'y avait aucune raison de ne pas décider le passage au public.

Qui plus est Monsieur le Président, j'ai à plusieurs reprises indiquer qu'en ce qui concernait le groupe communiste, nous n'étions pas sur une position de tout ou rien. Effectivement, nous considérons qu'il est possible de passer à la gestion publique progressivement. C'est possible, il suffit de le vouloir.

Je rajouterais d'ailleurs que pour cela, nous avons proposé que l'ensemble des partenaires soit associé à cette progressivité de décision. Nous considérons premièrement que la Communauté Urbaine pouvait prendre la décision politique à terme de passer du privé au public, et deuxièmement, que cela pouvait se réaliser avec la concertation de tous les partenaires concernés qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public, avec par exemple, la poursuite de la commission déchets ou tout autre organisation de travail qui rassemblerait les représentants et les usagers, des personnels dans la diversité de leurs représentants et bien sûr, l'ensemble des élus concernés.

C'est la position que nous avons adoptée qui d'ailleurs, Monsieur le Président, est renforcée par la décision que vous avez prise. En effet, vous l'avez dit, dans le lot concernant le deuxième arrondissement qui était affecté au privé, vous avez décidé, à juste titre, de faire passer 20% de la propreté et de la collecte dans le domaine public, ce dont nous nous félicitons.

Et comme vous venez de le suggérer, nous ne voulons y voir que le début du processus que nous vous avons proposé. D'ailleurs si je reviens sur la prestation, nous considérons que la puissance publique peut avoir autant d'efficacité, pour ne pas dire plus, que la puissance privée puisque les 20% qui passent au public concernent, comme vous nous l'indiquez, des projets importants, le projet de la mission centre-ville, la perspective de Marseille 2013 et la requalification du centre-ville. C'est bien que vous faites confiance, et vous avez raison, dans la puissance publique pour gérer la propreté et la collecte.

Enfin, un dernier détail pour que les choses soient claires sur la question du coût. Dans l'audit qui a été présenté, concernant la propreté, en fonction de tous les critères variables qui ont été étudiés, la propreté est moins chère en public qu'en privé, dans tous les cas de figure. Je dis bien que la propreté, quelle que soit le critère retenu, est moins chère en public qu'en privé.

Il nous a été présenté pour la collecte, que le coût à la tonne était plus cher en public qu'en privé. Sauf que nous n'avons pas eu de comparaison à prestations égales.

Je réitère donc l'idée qu'à prestations égales, le public est largement compétitif par rapport au privé, tout au plus, cet audit nous dit qu'il faut rationaliser en partenariat avec les personnels concernés, la gestion de la puissance publique concernant la collecte des ordures ménagères et donner les moyens nécessaires aux outils pour la collecte des ordures ménagères.

Voilà, Monsieur le Président, je voulais redire ici ce que j'ai dit lors de cette Commission. Je n'ai pas dérapé sur mes propos de l'époque, je suis toujours convaincu que l'audit confirmerait, au contraire, les propos que je viens de tenir.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien entendu, dès sa rédaction finale, car nous avons eu les éléments au fur et à mesure qu'ils arrivaient à la réunion de la commission, les groupes politiques seront destinataires de cet audit.

Madame VASSAL.- Monsieur le Président, vous venez de nous présenter les conclusions du travail entrepris par une commission paritaire dont j'ai fait partie, composée des différents groupes qui siègent dans cette enceinte.

Depuis votre prise de fonctions, Monsieur le Président, vous avez sollicité plusieurs fois le recours à des commissions de travail qui, elles-mêmes se sont appuyées sur des auditeurs extérieurs.

Ce mode de fonctionnement est quelque peu atypique, et peut surprendre mais il peut aussi se comprendre et on peut dire dans ce cas-là que l'on passe d'une gouvernance partagée à une gouvernance technique.

Quand on repris le générique de tous les audits : l'audit financier avait démontré que la gestion du Président Gaudin n'avait pas été aussi catastrophique que ce que vous aviez laissé entendre à une époque.

L'audit sur l'incinérateur a confirmé que l'unique solution était bien de mettre en marche l'outil.

Maintenant, l'audit sur la collecte et la propreté pour la Ville de Marseille démontre que le système qui existait sous la précédente mandature n'était pas aussi incongru que cela. Il faut quand même dire la vérité, Monsieur Dutoit. Il faut dire la vérité à l'assemblée, aux Marseillais et à l'ensemble des habitants de la Communauté Urbaine.

Bien sûr vous agrandissez le périmètre du port et c'est une très bonne chose parce qu'il y aura une certaine harmonie dans cette gestion-là. Mais cela ne changera rien sur le pourcentage du privé puisque l'on a gagné grâce à la politique précédente depuis 1995 sur Euroméditerranée avec des nouveaux quartiers et ces nouveaux quartiers, il faudra bien les nettoyer alors qu'aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Là-dessus, les pourcentages resteront tout à fait identiques.

Pourquoi faisons-nous autant d'audits ? On peut se poser la question parce que ces audits sont chers. Ce sont des dépenses financières importantes pour en arriver aux mêmes conclusions que ce que notre groupe propose à chaque fois.

Nous en avons discuté entre nous, nous nous sommes dit : « tout ça pour ça ? ». C'est un peu dommage.

Je voudrais revenir deux ans en arrière, pendant la campagne des municipales où les promesses faites par votre camp : « Marseille propre en 6 mois, la fin du fini parti, vous allez voir ce que vous allez voir... ».

Deux ans après, la Ville de Marseille n'a jamais été aussi sale...

(Applaudissements)

... même le Maire du premier secteur qui, au départ, s'était lancé à corps perdu dans la bataille pour la propreté sur les secteurs de Noailles et de la Canebière, a reconnu récemment dans un CIQ que, de toute façon, il n'était plus responsable et qu'il n'avalisait pas les décisions que vous, Monsieur le Président, preniez.

(Huées)

Il est vrai qu'après avoir tiré un trait sur tout le travail que nous avons entrepris sous la précédente mandature, la difficulté est que vous avez voulu faire Monsieur le Président, avec cette compétence collecte propreté, de la politique politicienne.

Je vais prendre deux exemples.

Le premier est de vouloir faire passer le secteur de Bruno Gilles du public au privé, certainement pour essayer de le déstabiliser, mais je pense qu'il en faudra davantage et aussi en enlevant des prestations et du personnel dans les quartiers Sud, notamment dans le 8^{ème} pour le mettre sur le 1^{er} arrondissement.

Et tout cela, sans l'avis du Maire de Marseille, et contre mes préconisations, moi qui suis l'adjointe en charge de cette délégation sur la Ville de Marseille.

Et là, je voudrais attirer l'attention de l'ensemble des élus qui sont ici, de l'ensemble des Maires de la Communauté Urbaine. Nous ne sommes pas uniquement sur un problème marseillo-marseillais. Aujourd'hui, oui ce sont les Marseillais qui sont concernés, mais demain, je vous pose à toutes et à tous la question : est-ce que vous accepteriez que l'on vous impose des choses que vous n'aurez pas choisies ?

Et bien aujourd'hui, chez nous à Marseille, c'est le cas et cela est inadmissible.

Je vous l'ai dit et je vous le répète, la Communauté Urbaine doit être au service des communes et non pas un outil politique.

Alors après le blocage que nous avons eu par les entreprises parce qu'elles n'avaient pas été retenues et que les employés n'avaient pas été reclassés, après le cafouillage sur le tri sélectif, après avoir annoncé que tout le service de la collecte et de la propreté allait passer au public, nous sommes revenus au point zéro. Je dirais même que sur le rendu, nous avons reculé de vingt cases.

Mais il y a une chose qui est impérative et vous l'avez dit, Monsieur le Président, c'est qu'il y a une date butoir, celle du 30 juin 2010. A compter de cette date, on ne pourra plus rallonger les marchés, et si jamais rien n'est passé, les habitants qui sont sur les secteurs où les entreprises privées travaillent actuellement, devront eux-mêmes apporter leurs petits sacs à la décharge...

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce n'est pas ce que vous souhaitez j'espère.

Madame VASSAL.- Pas du tout.

Monsieur LE PRESIDENT.- Autant le dire !

Madame VASSAL.- C'est vrai qu'il y a urgence et aujourd'hui, la collectivité n'a plus droit à l'erreur. Nous devons travailler sur le prochain cahier des charges pour qu'il soit parfaitement en phase pour pouvoir rendre le service que nous devons rendre en temps que collectivité à nos concitoyens.

Je vais vous reposer une cinquième fois la question car je n'ai malheureusement jamais eu la réponse. Peut-être qu'aujourd'hui, je vais l'avoir puisque je suis arrivée à la fin de mon intervention.

Quels sont les engagements, Président, que vous prenez pour qu'aujourd'hui, nous ayons enfin le véritable service auquel les Marseillais et l'ensemble des habitants de la Communauté Urbaine sont en droit d'attendre pour avoir une collecte et une propreté au niveau d'une Communauté Urbaine comme la nôtre.

Merci Président.

(Applaudissements)

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, je n'avais pas prévu d'intervenir mais compte tenu du fait que Mme Martine Vassal se transforme dans cette enceinte en thuriféraire de ma pensée, ou en exégète...

(Huées)

Je vous renvoie au Petit Larousse, pour ceux qui n'ont pas compris. Je pense qu'ils sont nombreux sur vos rangs.

Je dois dire que je suis stupéfait, car je crois maintenant me souvenir de ce que l'espion nigérien qui devait venir dans cette réunion non pas du CIQ Noailles, mais du comité de propreté Noailles...

Monsieur GILLES.- Pourquoi *nigérien* ?

Monsieur MENNUCCI.- Parce que c'est une expression.

(Brouhaha)

Je vais m'expliquer. Pour votre culture Monsieur Gilles, ce sont les espions qu'utilisait Jules César.

Dans ce comité de propreté de Noailles, puisque dans le premier secteur, nous faisons des comités de propreté spécifiques pour Thiers, pour Belsunce...

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Gilles, ne m'obligez pas à vous rappeler à l'ordre, sinon, on va dire que je vous insulte.

Monsieur GILLES.- Alors, je vais demander la parole. Vous me tentez, je saisis l'occasion.

Monsieur LE PRESIDENT.- Au moins, ce sera une parole officielle.

Monsieur MENNUCCI.- Dans ces comités de propreté de Belsunce, de Thiers et de Noailles, et les comités de propreté des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements – je rappelle d'ailleurs qu'à 18 heures ce soir se tient un comité de propreté 7^{ème} arrondissement qui boucle le cycle mensuel des comités de propreté – et particulièrement pour le comité de Noailles, demandez à votre espion de bien vous dire ce que j'ai dit. Comme vous ne venez plus, vous ne pouvez pas savoir ce que l'on y dit.

Voilà précisément ce que j'ai dit : nous n'arrivons pas à faire stationner la benne que, Monsieur le Président, vous avez décidé de mettre en stationnaire, avec plus de 100 abonnements des commerçants de Noailles qui n'étaient pas abonnés au moment où Eugène Caselli est devenu Président, M. Chenoz peut en témoigner.

Nous avons une incapacité à faire passer cette benne dans la rue du Musée tant il a une stagnation de véhicules. Donc, effectivement, on a indiqué que notre responsabilité n'était plus engagée sur le fait que la Police Municipale ne fait pas son travail pour permettre à la benne...

(Brouhaha)

Mais les Marseillais le savent, la propreté, ce n'est pas uniquement l'affaire des cantonniers de la collecte ou des petits véhicules, c'est aussi laisser la possibilité à ces véhicules de passer dans les rues pour travailler.

Donc puisque vous me posez la question et puisque j'en profite car le premier magistrat de la ville est là et qu'il est responsable de la Police Municipale, faites en sorte que dans la rue du Musée et sur la place des Halles, nous puissions mettre en place tous les jours le dispositif qui a été souhaité par le Président de la Communauté Urbaine à ma demande.

Je fais remarquer aujourd'hui qu'à Noailles, nous avons 5 heures de bennes stagnantes, c'est-à-dire que les collectes ne se font plus à heure fixe, mais que les commerçants qui ont payé l'abonnement amènent eux-mêmes leurs déchets. D'ailleurs, la Communauté Urbaine encaisse de l'argent, qu'elle n'encaissait pas avant.

Si vous vouliez bien faire cet effort et collaborer avec la Communauté Urbaine parce que la Police Municipale, dans un certain nombre de quartiers de Marseille, est indispensable pour que la propreté ait lieu.

(Applaudissements)

Monsieur GILLES.- Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Je vais être un peu moins hypocrite que Patrick Mennucci, j'avais prévu d'intervenir.

J'avais prévu d'intervenir, mais finalement, je vais changer le sens de mon intervention parce que Patrick Mennucci vient de m'apprendre beaucoup de choses.

Quelle chance pour lui de boucler le cycle mensuel de ces comités de pilotage, d'avoir 5 heures de benne statiques à Noailles.

Justement Monsieur Mennucci, c'est parce que c'est public que je me permets de le rappeler au Président.

(Brouhaha)

Monsieur MENNUCCI.- Vous nous parlerez de votre...

(Huées)

Monsieur PAYAN.- Je vois que vous faites deux poids, deux mesures.

Monsieur LE PRESIDENT.- S'il vous plait, laissez s'exprimer les orateurs.

Monsieur GILLES.- Moi, Monsieur Payan, je n'ai plus interrompu M. Mennucci quand le Président me l'a demandé. Je suis respectueux du système. Ce que j'aimerais, c'est pouvoir aller jusqu'au bout de mon intervention, même si cela va vous exciter un peu. On essaie de se respecter comme cela.

M. Mennucci bénéficie effectivement de certaines choses et nous pourrions en donner de nombreux exemples. Hier, en allant au Conseil Municipal en passant sur la Canebière, je voyais bien la police de la propreté en VTT sur la Canebière. Je ne savais même pas qu'elle avait des VTT ! L'autre jour, je voyais encore une lettre de M. Mennucci sur son site internet, permettant au Casino de Camille Flammarion, en face du lycée Saint Charles, de pouvoir sortir ses poubelles à la demande et qu'il suffisait que la benne klaxonne pour qu'ensuite les poubelles de ce Casino soient enlevées. Et puis, en venant à la Communauté Urbaine ce matin, je rêvais encore d'être dans le 7^{ème} arrondissement puisque avenue de la Corse, sous la pluie, je voyais les belles arroseuses-balayeuses du privé, énormes, en train de nettoyer l'avenue de la Corse, déjà magnifiquement propre.

Alors, vous avez bien compris qu'il y a deux poids et deux mesures. Même si, comme le dit Martine Vassal, vos amis politiques commencent à se plaindre Monsieur le Président.

Et dernièrement, à l'assemblée générale du Comité d'Intérêt de Quartier des Chartreux, même Marie-Arlette Carlotti, Conseillère Générale socialiste, et Mme Lota y était, sous la pression de la population, a reconnu que la Communauté Urbaine ne prenait pas en compte ses demandes et ne répondait pas à ses courriers.

Et bientôt, Monsieur le Président, cela touchera le propre secteur de votre Vice-président à la propreté Antoine Rouzaud, qui lui sait bien sur le 5^{ème} arrondissement à quel point la pression monte de la part des CIQ, de la part de la population. Et ces pauvres 'rouzettes' ! C'est comme cela qu'on appelle entre nous les cantonnières qui travaillent dans le canton de M. Rouzaud ! Même elles ne peuvent plus aujourd'hui faire passer la pilule à la population.

Pour terminer d'un mot et revenir à l'ordre du jour, Monsieur le Président, après des promesses que vous n'avez pu tenir, mais ce n'était pas les vôtres, donc elles ne vous engageaient peut-être pas, c'étaient celles du candidat socialiste à la Ville de Marseille, Martine Vassal l'a rappelé, il y avait vos promesses et celles-là, je m'étais permis, dès le début novembre, lors d'une plénière de la Communauté Urbaine de vous rappeler que ce ne serait pas possible.

Reprenez mon intervention chers amis. A l'époque, je disais : « problème de statut, problèmes de casiers, problèmes de salaires, problèmes de machines », tout ce qu'a dit aujourd'hui la commission. Il y a déjà trois mois, nous savions toute la difficulté de pouvoir passer au 100% public, même si, à titre personnel et je dénote parfois dans ma propre majorité, j'étais plutôt favorable. Ces promesses étaient les vôtres, elles ne pouvaient pas être tenues.

Quelle déception aujourd'hui de certains de vos élus, du syndicat majoritaire et des autres syndicats ! Donc pour résumer la situation : tout ça pour ça, comme l'a dit Martine Vassal.

Et je terminerai par une petite phrase, puisque, moins hypocrite que Patrick Mennucci, j'avais prévu d'intervenir. J'ai découpé dans le journal *La Provence*, une petite pensée du jour d'un écrivain, Daniel Pennac, qui dit : « *Ce sont rarement les réponses qui apportent la vérité, mais l'enchaînement des questions* ».

A force d'enchaîner les questions, Monsieur le Président, nous aurons peut-être des réponses à nos questions. Merci.

(Bravos, applaudissements)

Madame BOULAY.- Monsieur le Président, je n'avais pas du tout prévu d'intervenir, et c'est vrai, mais ce sont les propos de Mme Vassal qui me font réagir.

Je ne reviendrais pas sur l'histoire public/privé, vous connaissez la position des Verts. Nous appelons de nos vœux bien entendu le passage de la collecte au public et j'espère que la Communauté Urbaine se donnera les moyens d'y parvenir dans les années qui viennent. Je lui fais confiance pour avancer à petits pas, petitement mais sûrement.

En revanche, je voulais réagir aux propos de Martine Vassal qui nous cherche un peu des poux dans la tête concernant les histoires de propreté et de déchets. Je voudrais simplement lui faire remarquer qu'avant-hier s'est réunie la première CLIS. C'était l'installation de la CLIS de l'incinérateur de Fos sur Mer. Pour ceux qui ne le savent pas, la CLIS, c'est la Commission regroupant les collectivités territoriales, donc en l'occurrence, Fos, Port Saint Louis, le SAN Ouest Provence, la Communauté Urbaine, l'exploitant et toutes les associations de défense de l'environnement et notamment celles qui se sont extrêmement opposées à l'installation de cet incinérateur.

Je regrette amèrement que Mme Vassal, en tant qu'adjointe en charge des déchets à la Ville de Marseille et Présidente de la Commission en charge de cela à la Communauté Urbaine, n'ait pas été présente à cette réunion. C'était une manière de faire la politique de la chaise vide, de couper court à ses responsabilités. Nous nous sommes retrouvés dans cette CLIS, deux élus opposés à l'incinérateur, ce qui a calmé les débats, mais nous aurions bien aimé que la Ville de Marseille assume jusqu'au bout son choix face aux collectivités territoriales et aux associations présentes.

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et Messieurs, quelques mots pour répondre très succinctement à divers orateurs.

(Un conseiller communautaire demande la parole)

Tous les groupes se sont exprimés. On arrête le débat.

Monsieur BENZI.- Vous nous censurez.

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne censure pas. Il y a quand même eu une expression libre dans cette assemblée. M. Gilles en convient, vous voyez.

Monsieur Gilles, vous parlez de promesses. J'ai tenu ma promesse. Je n'ai jamais dit que l'on passerait au tout public. J'ai dit que c'était la solution que je privilégiais personnellement, mais j'ai dit également que je mettrais en place une commission composée d'élus de l'ensemble des groupes représentés à l'assemblée, ce qui nous permettrait de

prendre une décision, avec l'assistance d'un cabinet d'audit qui devait donner des éléments techniques, financiers, juridiques etc.

Ces éléments devaient nous permettre de prendre une décision incontestable. Comme vous, je savais très bien qu'il y avait des problèmes de statut, des problèmes de délais, des problèmes juridiques et sociaux et des problèmes techniques. Je le savais comme vous, mais je voulais que la décision prise soit incontestable et transparente et je crois que c'est ce que nous avons fait avec l'ensemble de cette commission. Martine Vassal, Jean-Pierre Giorgi, et beaucoup d'autres peuvent en témoigner.

Je crois qu'il n'y a pas un meilleur système de découpage entre les arrondissements, entre le public et le privé si on doit garder une part publique et une part privée. Il n'y a pas de meilleur découpage. Mais il faut se rappeler les circonstances qui ont fait qu'à la suite de la grève Bronzo, nous en sommes arrivés là.

A partir de là, j'ai pris une décision qui m'appartient et que j'assume toujours.

Mme Vassal dit : « vous aviez promis de rendre la ville propre, elle ne l'est pas etc. » Mais Madame Vassal, si jamais vous expliquez aux Marseillais qu'elle était plus propre avant qu'aujourd'hui, je crois que vous feriez rire beaucoup de monde.

Je pense que j'en ai terminé.

Nous allons passer à un sujet différent.

(Brouhaha)

Ne revenez pas là-dessus s'il vous plaît, sinon vous allez m'obliger à poursuivre le débat, ce que je n'ai pas envie de faire.

V – EXAMEN DES RAPPORTS

FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE

Monsieur LE PRESIDENT. - Monsieur Coulomb, la Commission Fonctionnement s'est réunie le vendredi 29 janvier 2010, pouvez-vous nous faire le compte rendu des travaux ?

Monsieur COULOMB. - La Commission s'est réunie dans une atmosphère beaucoup plus sereine que celle de cette assemblée puisqu'il n'y avait pas de média, c'était donc plus tranquille pour travailler.

L'ensemble des rapports soumis à la Commission a reçu un avis favorable unanime.

1. FCT 001-05/02/10 CC - Rapport d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2010

Monsieur GIORGI. - Monsieur le Président, mes chers collègues, les orientations budgétaires, je vous le rappelle, constituent le document préalable à l'établissement du budget primitif. Il est obligatoire, notamment par rapport au Code Général des Collectivités Territoriales, et ne fait pas l'objet d'un vote.

Vous avez eu en main une brochure expliquant dans le détail toutes les orientations budgétaires. Je me contenterai d'en rappeler les grandes lignes d'une manière technique et non d'une manière politicienne.

Ces orientations budgétaires sont bâties tout d'abord en tenant compte du contexte économique, mais aussi en tenant compte des objectifs que la collectivité s'est fixés.

Pour ce qui concerne le contexte économique, ce n'est un secret pour personne, il s'agit d'un contexte de crise économique. A ce contexte s'ajoute les nouvelles règles concernant les dotations d'Etat et celles concernant la fiscalité.

Les dotations ne devraient augmenter que très légèrement. On compte sur 0.6% en moyenne, soit la moitié de l'inflation.

La recette Taxe Professionnelle est garantie pour 2010, au moins au niveau de 2009 ou alors, si c'est le choix de la collectivité, si la base de 2010, que multiplie le taux de 2008 + 1% était plus favorable que la recette 2009, c'est cette solution-là qui serait choisie. Manifestement, c'est celle qui sera choisie puisque l'on attend avec ce calcul, une recette supplémentaire de 1,8%.

Les objectifs de la collectivité sont ceux déjà affichés l'an dernier lors de l'établissement du budget 2009, à savoir la stabilité de la fiscalité ménage, le respect des grands équilibres et des politiques dynamiques d'investissement.

En ce qui concerne les taux de la fiscalité ménage, ils seront proposés inchangés soit 1,95% pour la taxe d'habitation, 1,88% pour le foncier bâti, et 2,26% pour le foncier non bâti. Seule, c'est l'exception à la règle, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères sera augmentée pour tenir compte de la mise en route de l'incinérateur et de l'harmonisation des taux. Il s'agit d'une augmentation moyenne de 20%, avec une recette supplémentaire de l'ordre de 20 millions d'euros. Je crois que le débat a eu lieu sur ce point et il n'est pas utile d'en rajouter aujourd'hui.

Face à ces recettes de fonctionnement, on note une relative rigidité de nos dépenses de personnel où l'on prévoit une augmentation de +3%, soit le double de l'inflation, une stabilité des versements aux communes de la fiscalité et de la subvention RTM qui prend en compte les services supplémentaires et les accords conventionnels.

Malgré cette fiscalité contrainte, malgré la rigidité de nos dépenses, nous prévoyons un excédent de fonctionnement de plus de 75 millions d'euros et donc, sur une capacité de désendettement de 16,5 ans. Rappelons que l'objectif était de ramener à l'horizon 2014 cette capacité à 18 ans.

Je rajouterais que cet excédent de fonctionnement est dû aussi à la baisse des taux de remboursement des emprunts à taux variable puisque les taux d'intérêt sont en régression.

Les investissements restent relativement importants, à une hauteur de 280 millions d'euros. Ces investissements ont pour objectif le développement économique, l'amélioration des infrastructures (transports, habitat, environnement) et l'amélioration des services notamment par l'acquisition de nouveaux matériels de nettoyage.

L'endettement restera stable.

En conclusion, le budget 2010 sera un budget conforme à ces grandes orientations que l'on vient d'esquisser et il respectera les grands équilibres que réclament une bonne orthodoxie financière.

Merci de m'avoir écouté.

Monsieur MAGRO.- Monsieur le Président, chers collègues,

Il y a deux façons de lire ce Rapport d'Orientations Budgétaires.

La première, c'est de savoir s'il continue de tracer le sillon d'une action politique et budgétaire cohérente répondant aux attentes de nos concitoyens dans nos 18 communes,

tout en s'inscrivant sans ambiguïté dans l'existence d'un fait métropolitain parfaitement avéré aux yeux de tous.

Incontestablement, on retrouve dans ces orientations budgétaires pour 2010 les grandes lignes de conduite qui ont été fixées au début de ce mandat.

Le rapport les décline en objectifs de développement économique, de solidarité, d'habitat social et de qualité, de développement de l'offre de transports collectifs, d'exigences en matière de propreté, de collecte, d'assainissement et d'alimentation en eau.

Permettez-moi trois parenthèses sur trois sujets :

- L'habitat.

Nous partageons l'objectif d'un rééquilibrage territorial permettant d'améliorer la mixité sociale. Mais la pyramide des revenus établie par l'AGAM, située au moins à 60% le pourcentage des foyers fiscaux de notre territoire ayant un revenu leur permettant de prétendre à un logement locatif social, tandis que notre Programme Local de l'Habitat (PLH) situe ses objectifs de réalisations autour de 20%.

On a là une belle marge qui a des incidences budgétaires pour l'avenir, si l'on considère que la question centrale est la satisfaction des besoins.

En effet, il nous faut donc non seulement rééquilibrer, mais qu'on le veuille ou non, construire plus de logements sociaux. L'annonce récente du Gouvernement sur la construction en 2010, de 140.000 logements sociaux supplémentaires dont la moitié en Région Parisienne, en PACA et en Rhône-Alpes devraient se traduire concrètement en aides à la pierre. Selon un rapide calcul : sur ces 140.000 logements annoncés, MPM devrait récupérer de quoi construire au bas mot 4.000 logements sociaux dans le cadre de sa délégation de compétence avec l'Etat. Pour mémoire, 1741 logements sociaux ont été engagés en 2008. On voit donc cette marge de progression qui est à la fois possible budgétairement et nécessaire du point de vue du besoin.

C'est à ce prix que nous sortirons de l'éternel rattrapage, aidé par le fait qu'un tiers des foyers éligibles sont déjà propriétaires de leur logement. Conséquence budgétaire : l'effort budgétaire entrepris doit donc être poursuivi et amplifié. Nous avons déjà salué l'engagement récent à un autre niveau de MPM dans ce domaine.

- Les déplacements.

Le rapport décline une série d'objectifs de développement de l'offre de transports collectifs par des choix structurants diversifiés (Bus de haut niveau de service – Métro – Tramway – Navette maritime – Parkings relais – Vélos) mais aussi des choix de désenclavement des territoires ; nous soutenons cette complémentarité des nouveaux modes, car elle s'inscrit dans une nécessité de tisser un nouveau maillage transversal des transports collectifs entre les quartiers et entre les communes qui fait cruellement défaut.

Cet accès aux transports collectifs devrait être facilité par l'arrivée d'une billettique unique à partir de 2010.

Il faudra cependant veiller à ce que cette volonté affichée d'une "*forte réduction de la place de la voiture*", pour reprendre les termes du rapport d'orientations budgétaires, se traduise dans la réalité budgétaire en termes de priorité des transports collectifs. La tendance récurrente, et on en est tous responsable en la matière, est une tendance lourde dont nous avons beaucoup de mal à nous dégager, et qui est toujours en faveur de la voirie classique comme le prouve l'exemple du Tunnel Prado Sud, mais ce n'est pas le seul. La liste des projets d'aménagements de voirie programmée pour 2010 est substantielle dans toutes nos communes, nous avons là un bel espace de réflexion qui nous concerne tous.

- La fiscalité.

Nous soutenons pleinement le choix de ne pas actionner le recours à des augmentations de la fiscalité ménage. Surtout dans un contexte de récession économique et sociale qui touche durement les familles de notre territoire et sachant qu'elles auront à supporter l'augmentation, même modérée, de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

Nous serons très attentifs à ce que le produit de cette recette soit bien affecté au financement de la compétence traitement des ordures ménagères pour des améliorations visibles et durables telles qu'elles sont énumérées dans les orientations de ce rapport.

Si nous faisons abstraction du contexte institutionnel que l'on peut qualifier d'instable et de préoccupant dans lequel nous sommes, nous pourrions nous en tenir là, c'est-à-dire à une simple lecture exigeante, quelquefois critique, mais positive du document préparé par les services.

La deuxième façon de lire ce rapport d'orientations budgétaires est effectivement de tenir compte du contexte. En effet, les incertitudes sont particulièrement lourdes en matière de recettes, dès l'exercice 2011, du fait des conséquences croisées de la suppression de la Taxe Professionnelle et de la réforme territoriale. On ne peut pas séparer les deux. Je ne dirai rien de la création recalée de la Taxe Carbone.

La Taxe Professionnelle est donc morte. Même avec ses nombreux remaniements, elle a longtemps assuré un lien solide entre le territoire et l'impôt économique, permettant souvent un équilibre acceptable entre les retombées positives et les désagréments.

Sa suppression aurait pu se faire de manière beaucoup plus consensuelle. Elle méritait un autre traitement que celui appliqué depuis un an.

On aurait pu travailler un peu moins « à la hussarde » et avec plus de transparence afin d'éviter qu'à la sortie ce soient Puteaux et Courbevoie, Levallois et Neuilly qui soient les grands gagnants de l'opération, d'autant qu'il n'est pas certain que toutes les entreprises y gagnent. Une analyse fine sera indispensable si l'on veut dépoussiérer le débat économique dont nous avons besoin, de toute une série d'a priori idéologiques. Et ce type d'a priori n'épargne personne.

Il y a aussi dans cette réforme les petits gagnants, mais nous ne les jalouons pas. Il s'agit des territoires qui avaient de faibles ressources Taxe Professionnelle avant et qui vont devenir bénéficiaires de la part départementale de la taxe d'habitation en partage avec leurs Communautés de communes. Si vous regardez les tableaux, et je ne doute pas que vous l'ayez fait, c'est le cas des Communautés de Communes et des communes du Nord du département.

Mais intéressons-nous un peu plus à nous-mêmes et pour mieux comprendre les choses, je vous propose de le faire comparativement à deux communautés d'agglomération voisines : le Pays de Martigues et Ouest Provence.

Dès 2010, la Contribution Economique Territoriale (CET) va remplacer la Taxe Professionnelle, mais bien qu'elle soit plus faible qu'ailleurs, elle était quand même notre première ressource.

La CET est constituée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur le foncier bâti et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui n'est sûrement pas un mauvais paramètre. Je dirais qu'il est d'autant meilleur que cela fait trente ans que les élus communistes et républicains préconisent la prise en compte des richesses créées, autre manière de qualifier la valeur ajoutée.

Monsieur Mennucci, je sais que c'est long, mais vous devriez écouter, même si vous n'êtes pas Maire d'une commune de plein exercice, cela peut quand même vous être utile.

(Manifestations dans la salle, applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Magro vous avez seul la parole.

Monsieur MAGRO.- M. Mennucci a une voix qui porte, c'est pour cela que je l'entends.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Magro, ne relancez pas le débat.

Monsieur MAGRO.- Nous préconisons aussi la taxation des actifs financiers, et surtout de leurs flux, c'est-à-dire de leurs allers-retours au service de la spéculation, quelques fois le temps d'un simple clic d'ordinateur ! Nous avons bien compris que ce n'était pas pour ce coup-ci, en tout cas que le gouvernement actuel s'appliquera à taxer les actifs financiers mais il faudra que j'en parle avec Patrick, peut-être qu'avec les alliés, on pourra le faire.

CFE et CVAE vont donc être perçues par l'Etat qui va ensuite nous verser ...

(Brouhaha)

C'est votre argent, votre budget dont je parle. Car si vous avez tout compris, vous m'expliquerez à la fin ce que je n'ai pas compris.

CFE et CVAE vont donc être perçues par l'Etat qui va ensuite nous verser une compensation relais, qui sera en 2010 à l'euro près le produit attendu de la Taxe Professionnelle Unique des 18 territoires communaux, dans les conditions décrites à la page 5 du rapport, c'est-à-dire avec un risque concret d'une perte de recettes pouvant aller jusqu'à 19 millions d'euros.

Si j'ai bien lu les documents émanant du Comité des finances locales, assis sur les valeurs locatives 2008, nos ressources fiscales après réforme seraient inférieures de 5,3% aux ressources attendues en l'absence de réforme, mais en plus, en faisant comme si nous n'avions pas augmenté le taux de TPU en 2009. Jean-Pierre Giorgi l'a évoqué tout à l'heure en le présentant différemment, mais c'était la même chose sur le fond. On perd non seulement les 19 millions d'euros dont on n'a pas tenu compte, plus 5.3%.

La compensation se ferait à travers la Dotation Budgétaire Complémentaire (DBC) représentant environ 0,6% des recettes et le Fond National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) représentant 4,7% (0,6% + 4,7% faisant bien 5,3%). Mais ce qu'il faut bien comprendre, et ceux qui ne l'ont pas réalisé auront des lendemains qui déchantent, c'est que le 4,7% du FNGIR est une recette figée, non évolutive, comparable de ce point de vue, à l'Attribution de Compensation des communes. En clair, en 2010, on aura peut-être la même somme, mais cela ne va pas durer.

Les tableaux disponibles donnent le chiffre de 13.239.727 euros pour MPM. Et cette somme serait pour ainsi dire "inscrite dans le marbre", c'est-à-dire en fait en baisse chaque année.

Pourquoi une Dotation Budgétaire Complémentaire distincte du FNGIR ? Il semblerait qu'il faille impérativement qu'un tel outil existe afin de pouvoir compléter de manière évolutive la CFE et la CVAE, afin que soit toujours respecté l'article 72-2 de la Constitution qui prévoit un seuil garanti de ressources à hauteur de 63%, en dessous duquel le Conseil Constitutionnel pourrait considérer qu'il n'y a plus respect de l'autonomie financière de la collectivité inscrite comme principe constitutionnel, depuis 2003 et le Gouvernement Raffarin. C'est plutôt une bonne chose.

Mais après ceux qui gagnent beaucoup, ceux qui gagnent un peu, ceux qui comme nous ne perdent rien en 2010, sauf ce qui aurait dû résulter de l'augmentation votée lors de l'adoption du budget primitif 2009, et qui était une décision politique majeure et mûrement réfléchie du Conseil de Communauté, dont finalement on n'a pas tenu compte et qui vont perdre un peu dès 2011... il y a ceux qui vont perdre très vite dès 2011 !

C'est ainsi que l'Agglomération du Pays de Martigues et le SAN Ouest Provence auront comme FNGIR non pas 4,16% de leurs ressources comme nous, mais 66,36% pour l'un et 62,85% pour l'autre. C'est-à-dire qu'ils vont avoir deux tiers de leur somme figés alors qu'ils sont habitués à avoir une augmentation dynamique de leur base de 4%. Je vous laisse deviner la suite.

Avec les deux tiers de leurs ressources ne bénéficiant plus de progression, ils sont de très loin les territoires les plus impactés par la réforme.

La conséquence c'est que deux espaces de débat s'ouvrent devant nous et je vous suggère que nous nous en saisissions :

Un à très court terme, concerne les aspects budgétaires 2010 proprement dit : il convient absolument que d'ici le 25 mars, l'ensemble des élus communautaires soit à égalité d'information, notamment sur la question des taux qu'il va nous falloir voter. A moins que certains aient des informations, pour ma part, je n'ai pas trouvé l'ensemble des éléments.

Une voix.- Ça viendra.

Monsieur MAGRO.- Ça viendra, mais si cela peut être préparé dans la transparence, c'est mieux.

Une autre concerne la manière d'acter l'émergence forte du fait métropolitain. Emergence accrue par l'élection de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture qui a mis en exergue l'efficacité de la réalité multipolaire du territoire. Sans Aix, Martigues, Istres, Aubagne, Arles, Gardanne... le dossier de Marseille Provence 2013 n'aurait probablement pas eu le même poids et la même force de conviction.

Dès lors, Monsieur le Président, pourquoi s'entêter à utiliser un vocable qui bien souvent ne fait rien avancer ? Je pense bien sûr à celui de *Grand Marseille*. Pourquoi vouloir avancer à marche forcée au nom de la compétition avec d'autres, alors que la compétition bien comprise est aussi faite de coopération ? Pourquoi au lieu de se limiter trop souvent à une hypothétique compétition avec Milan ou Barcelone, ne pas réfléchir plus et mieux sur l'Hinterland avec Lyon ? (Valencia se définit bien aujourd'hui comme le Port de Madrid ; la distance est la même dans les deux cas).

Est-ce une volonté de Pouvoir pour une petite fraction de la classe politique locale qui serait le moteur de cela ? Je n'imagine pas un seul instant que cela soit possible.

Est ce le fait d'être intéressé par l'argent de nos voisins les plus riches ? Je viens de faire la démonstration que la réforme territoriale en cours change la donne pour les deux territoires les plus concernés.

Il ne reste donc plus, Monsieur le Président, qu'un seul moteur : la satisfaction des besoins des habitants de ce territoire et des territoires voisins concernés par le fait métropolitain.

Avec le Syndicat Mixte des Transports, nous avons pris cette question par le bon bout. Mais nous pensons que ce n'est qu'un chantier parmi d'autres. Nous sommes prêts, Monsieur le Président, à poursuivre la réflexion et l'action collective, bien évidemment à vos côtés, dans le seul intérêt de la population que nous nous sommes engagés à servir en nous présentant à ses suffrages.

Merci de votre attention à tous.

(Applaudissements)

Monsieur SEMERIVA.- Cher Président, chers collègues, j'essaierai d'être un peu moins long que Patrick Magro.

Nous constatons que le choix de la prudence a nécessairement guidé les orientations budgétaires de notre communauté urbaine pour 2010. C'est un choix fortement contraint face au désengagement et aux mesures prises par l'Etat.

Désengagement puisque la baisse des dotations de l'Etat est constante depuis 2002, alors même que l'Etat a transféré un certain nombre de compétences aux collectivités.

En 2010, pour Marseille Provence Métropole, la Dotation Globale de Fonctionnement devrait progresser de 0,6% ; mais en réalité le taux de l'inflation n'étant pas pris totalement en compte et ce, depuis plusieurs années, ce pourcentage se révèle même négatif et fera enregistrer une baisse effective de la DGF de plus de 1 point.

A cela s'ajoute, depuis le 1^{er} janvier, la suppression de la Taxe Professionnelle, qui générerait la part la plus importante des recettes des collectivités territoriales, soit environ 35% des recettes pour MPM. Avec cette décision, l'Etat plonge l'ensemble des collectivités locales dans l'incertitude quant à leurs ressources à court terme (et si l'on raisonne à moyen terme, sur leur autonomie financière et de décision avec le projet de réforme territoriale).

Même si l'Etat dit vouloir compenser cette perte financière liée à la disparition de la Taxe Professionnelle la première année, cela ne garantit en rien la pertinence des scénarios de compensation qui seront mis en œuvre dès 2011.

Par ailleurs, le projet d'une taxe carbone qui était censée compenser en partie la perte de la Taxe Professionnelle, a été retoqué par le Conseil Constitutionnel en décembre dernier, au motif que les exemptions trop nombreuses étaient contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique et créaient une rupture d'égalité devant l'impôt. Est-ce qu'une Contribution Climat Energie, basée sur une fiscalité écologique juste, telle que les Verts l'ont proposée, verra le jour en 2010 ? Là encore, nous sommes dans une grande incertitude.

Malgré ces considérations peu rassurantes pour l'avenir, nous saluons la volonté de la Communauté urbaine de maintenir ses investissements pour permettre le développement de son territoire et celui des individus qui le composent.

J'en viens maintenant aux orientations budgétaires telles que la Communauté urbaine MPM les a définies dans ce rapport, et qui concernent les grandes compétences de notre collectivité.

Il nous semble que la simple volonté d'affecter des budgets à ces secteurs du développement territorial ne suffise pas à définir une politique communautaire forte et identifiable, et ne suffise pas non plus à donner une dimension prospective et dynamique.

Pour nous, élus Verts, il manquerait au fond dans ce rapport l'affichage d'une vraie politique de développement durable.

Le développement durable pourrait sous-tendre l'ensemble des compétences et des choix d'investissement de MPM. Je m'explique. Pour atteindre les objectifs du Grenelle de l'Environnement et les étapes des 3x20 fixées par le Conseil Européen (réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre, baisse de 20% de la consommation d'énergie, et proportion de 20% des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie), voire atteindre le facteur 4 (diviser par 4 nos émissions de CO2 d'ici 2050), on sait qu'il faut agir sur les secteurs les plus énergétivores et émetteurs de gaz à effet de serre, que sont le bâtiment et les transports. Sur le territoire de MPM, les transports représentent 41% de la consommation d'énergie, tandis que le bâtiment (résidentiel + tertiaire) en totalise 43%.

Ainsi dans le domaine du logement social que MPM subventionne à hauteur de 2 millions d'euros par an, à travers le versement d'aides pour les logements neufs, à travers les logements existants réhabilités et enfin, à travers la performance énergétique et environnementale, pourquoi ne pas faire de ce dernier critère une base commune et exigible pour toutes les aides relatives au logement social ?

En ce qui concerne la politique des transports, nous sommes conscients de l'avancée qualitative et quantitative de l'offre de transports que marque MPM en 2010. La nouvelle billettique, qui va proposer aux usagers un titre unique de transport, est aussi une amélioration notable.

Nous regrettons cependant que l'extension du tramway de La Canebière jusqu'à Castellane soit devenue un projet prioritaire en 2010, et qu'en contrepartie le projet de prolongement du métro de la station La Rose jusqu'à la technopôle de Château-Gombert, que nous avons âprement défendu, et pour lequel nous continuons à nous battre soit abandonné.

Mais l'objectif premier qui devrait, selon nous, présider à l'ensemble des choix d'investissement au niveau des déplacements, c'est réduire la place de la voiture. Or, cette ambition n'apparaît que dans le cadre du réaménagement du centre-ville de Marseille.

Le projet de ville durable avec des modes de déplacements doux ne doit pas se circonscrire à l'hyper centre marseillais, mais rayonner sur l'ensemble du territoire métropolitain. Un territoire qui se voit attribuer par ailleurs de multiples travaux de voirie, destinés comme on peut l'imaginer aux voitures ...mais nous l'espérons aussi, aux vélos. Car nous voyons enfin apparaître pour 2010 une ligne budgétaire dédiée au réseau vélo, avec la mise en œuvre du schéma de cohérence des modes doux.

En ce qui concerne le traitement des déchets, et l'annonce du statu quo sur la répartition public-privé des services propreté et collecte des déchets, nous souhaitons que la possibilité d'une régie exclusivement publique ne soit pas abandonnée définitivement.

Quoiqu'il en soit la gestion des déchets offre un champ d'action considérable pour le développement durable. Réduire les déchets à la source, développer le tri sélectif, le recyclage, voilà les objectifs durables vers lesquels la Communauté Urbaine doit prioritairement orienter ses investissements. Une commission spécifique à laquelle j'ai l'honneur de participer ainsi que mon collègue Olivier Agullo, s'est mise au travail sur ces questions, et nous souhaitons que des solutions concrètes puissent être élaborées.

En ce qui concerne la gestion de l'eau et de l'assainissement, j'en profite pour redire que les élus Verts souhaitent que la question d'un retour en régie publique soit examinée au sein de la Communauté Urbaine, avant l'échéance du contrat actuel.

Cela m'amène à aborder le développement économique et l'emploi. Les pôles de compétitivité que soutient MPM sont des vecteurs pertinents pour le développement durable, notamment ceux qui interviennent dans le domaine des énergies renouvelables, des nouvelles technologies de l'énergie, et l'ensemble des éco-innovations.

Les éco-activités sont devenues un secteur clé en France, avec 400 000 emplois en 2007, et un chiffre d'affaires de 60 milliards d'euros. Les filières en croissance, créatrices « d'emplois verts », telles que l'efficacité énergétique des bâtiments, la dépollution des sites, la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, sont à accompagner prioritairement.

Je m'arrêterai là car le programme d'investissements liés au développement durable est vaste.

Je conclurai par une référence au Grenelle de l'Environnement qui propose d'inscrire dans la loi, l'obligation de disposer dès 2010 d'indicateurs de développement durable (IDD). Autour de la Commission Stiglitz, une commission spéciale s'est réunie le 20 janvier dernier et a établi une quarantaine d'indicateurs ciblés dont la plupart se rapportent à ce que nous venons d'évoquer en termes de transport, de déchets, d'habitat durable, de biodiversité, de qualité des eaux, etc. Une liste qui accuse les limites du principal outil de mesure de développement des sociétés occidentales, le sacro-saint PIB.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur MUSELIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues. Au lendemain de la plus grave crise financière de l'après-guerre, tous les pays développés sont confrontés à deux défis majeurs : la lutte contre le chômage et la réduction des déficits publics.

Les finances publiques ont été durement touchées par la récession qui a creusé l'écart entre les recettes et les dépenses des comptes publics, tous comptes confondus. Nous sommes tous concernés, quel que soit le rang de la collectivité à laquelle nous appartenons.

L'Etat a pris ses responsabilités. Le Président de la République et le Premier Ministre ont réuni les responsables de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité Sociale pour lancer un débat sans tabou sur les déficits.

On a pu constater l'absence des représentants des Départements et des Régions, alors que les représentants des Maires étaient présents.

Les déficits concernent tout le monde. Nous sommes confrontés à une situation qui doit dépasser les clivages Droite/Gauche.

Nous sommes confrontés à une situation où chaque échelon territorial doit prendre sa part de responsabilité car l'enjeu est collectif.

Nul ne peut se soustraire à cette réalité sous des prétextes fallacieux en renvoyant à l'Etat toutes les responsabilités et en refusant les siennes.

Dans ce contexte, nous avons donc tous notre part de responsabilité dans la préparation du Budget 2010. Ce rapport d'orientations budgétaires prend toute son importance pour traiter le quotidien et préparer l'avenir.

En ce qui concerne la courbe d'évolution de l'épargne brute par rapport au capital de la dette que vous présentez, la page 9 du document du rapport d'orientations budgétaires montre bien que notre collectivité s'inscrit dans un cycle classique de gestion. Il réfute toute polémique.

Le cycle se décline en 3 phases :

- Première phase : montée en charge des investissements jusqu'à 2006.
- Deuxième phase : stabilisation de l'investissement entre 2007 et 2009.
- Troisième phase : stabilisation puis diminution de l'endettement à partir de 2010.

Le rétablissement de l'auto financement était amorcé dès 2007 et la gestion passée ne souffre donc aucune polémique, bien au contraire. C'est le constat d'une bonne gestion. Vous avez donc mis deux ans pour le comprendre, en passant par des études qui apparaissent aujourd'hui sans objet.

Bonne gestion passée certes. Mais quel avenir proposé ? La construction de l'avenir ne peut se faire qu'avec des finances saines.

Vous dites, en introduction, je cite : « *vouloir poursuivre l'assainissement déjà engagé des finances communautaires* ».

Je trouve le terme malheureux ou maladroit, car en réalité, tout en parlant d'assainissement, je crains que vous ne dégradiez la gestion courante et fassiez déraiser les charges de fonctionnement.

- En alourdissant la masse salariale, qui augmente de 3%, soit 2 fois plus que l'inflation
- En créant des postes qui pèseront dans les années futures.
- En commandant des études onéreuses qui n'ont finalement aucune incidence sur des décisions qui s'imposent et qui nous ont fait perdre du temps.

Nous en avons 3 illustrations :

Première illustration :

L'étude sur les finances de MPM qui nous annonçait l'apocalypse pour conclure aujourd'hui dans le rapport d'orientations budgétaires que la gestion était bonne...

Deux ans de perdus.

Deuxième illustration :

L'étude sur l'incinérateur dont vous disiez vouloir abandonner le projet pour conclure aujourd'hui que vous le poursuivez, engendrant des retards qui coûteront très cher aux contribuables...

Deux ans de perdus, sans compter une dépense supplémentaire de 100 millions d'euros annoncée.

Troisième illustration :

L'étude sur la collecte des déchets et la propreté que vous annoncez en « tout public » pour conclure aujourd'hui que finalement on ne change rien... pour 3 ans au moins ... la durée minimum du marché jusqu'en 2013.

Deux ans de perdus pour une ville toujours sale.

Avec ces trois études, c'est finalement plus d'un million d'euros qui aurait pu être investi dans nos communes au lieu d'être distribué à des cabinets d'études.

Autre sujet masqué, c'est celui des transports et de la subvention d'équilibre de la RTM. Nous en reparlerons lors du vote du budget 2010. Mais compte tenu de ce que l'on découvre dans la presse quotidienne, l'ardoise risque d'être salée et approcher les 150 millions d'euros supplémentaires.

Ce rapport d'orientations budgétaires est parfois riche de formules et de périphrases. Il comporte des incantations ou des affirmations paradoxales.

J'en ai relevé quelques exemples.

Premier exemple :

Vous dites vouloir « *impulser le dynamisme du territoire* », « *en faire la Capitale de l'Euro-Méditerranée* », « *intégrer le top 20 des métropoles européennes* ».

Paradoxalement vous tournez le dos à la notion de métropole et de synergie des acteurs :

- En démutualisant les ressources informatiques entre MPM et la Ville de Marseille, ce qui conduit à créer des postes supplémentaires à MPM pour gérer l'autonomie. Cela s'apparente à un gaspillage des deniers publics contraire à la notion d'optimisation et de rationalisation des ressources.

Est-il trop cruel de vous rappeler à ce sujet que le candidat socialiste à la fonction de Maire de Marseille annonçait dans sa campagne vouloir faire « *30 millions d'économie en mutualisant les moyens entre la ville et MPM* » ?

Deuxième exemple :

Vous dites vouloir construire « *un territoire de référence pour ses capacités d'innovation et de création* ».

Paradoxalement vous lui tournez le dos :

- En cultivant la logique de l'écharpe et du clocher, avec le rejet du territoire.
- En vous opposant avec vos amis politiques à la réforme des collectivités territoriales.

Et comme l'enfer est pavé de bonnes intentions, au détour de la page 5 vous confessez ouvertement regretter la réforme de la TP.

Donc, si l'Etat ne vous l'avait pas imposée vous auriez augmenté celle-ci pour ponctionner 19 millions d'euros en 2010, allant ainsi à l'inverse de la politique de création d'emplois.

Troisième exemple :

Vous affirmez « *les taux de fiscalité ménage restent inchangés* »

Taxe d'habitation : 1,95 %

Taxe foncière : 1,88 %

Taxe foncière sur le non bâti : 2,26 %

Mais vous oubliez de préciser que la TEOM pour l'année 2010 a augmenté de 20 %.

La réalité de la pression fiscale, c'est bien l'addition des taxes et non pas une déclinaison sélective...

Quatrième exemple :

Vous affirmez vouloir « *améliorer durablement la propreté urbaine* » et vous énumérez un certain nombre d'idées d'une façon incantatoire.

La notion de propreté a révélé quelques différences de point de vue, nous en avons eu le débat tout à l'heure. Tout public... tout privé, une partie en public, une partie en privé... Pour certains, elle a surtout permis de comprendre, qu'il était urgent de cesser de confondre le marché, réalité économique et les marchés, procédures juridiques ... Ce n'est pas une simple différence de singulier ou de pluriel. C'est une notion républicaine à laquelle nous sommes attachés et pour laquelle nous resterons tous ensemble particulièrement vigilants.

En ce qui concerne les résultats, au lieu de formules déclaratives au sujet de la propreté, pourquoi ne pas quantifier ? Pourquoi ne pas donner des obligations de résultats avec une géographie, un calendrier, une égalité de moyens ?

Cela concerne bien entendu tout Marseille et les communes de la Communauté Urbaine, pas simplement le quartier de Noailles. Nous payons des impôts, nous voulons avoir les mêmes moyens sur la totalité du territoire et nous les Marseillais, nous en avons assez d'être au palmarès des villes sales.

Sur ce dossier et dans cette affaire, vous avez perdu deux ans et votre crédibilité.

Ce rapport d'orientations budgétaires est descriptif et sympathique.

Vous répondez aux besoins de proximité des Maires, mais vous n'évoquez pas les grandes masses budgétaires, ni votre vision de développement de la Communauté Urbaine. Vous savez parfaitement que 60 % de la population mondiale vit dans les 500 villes de plus de 1 million d'habitants et que ce sont dans ces zones que se concentrent la recherche, l'emploi, la formation et le développement et notre avenir.

Alors que se construit le Grand Paris, que se développe le Grand Lyon, le Grand Lille et qu'il y a une démarche de métropolisation qui nous permet d'ouvrir le rayonnement, alors que nous avons réussi à faire par l'université, par la culture, et nous avons des problèmes de transport à régler, il est absolument indispensable de nous inscrire tous ensemble et de réfléchir ensemble, Monsieur Magro, au Grand Marseille que nous voulons fabriquer pour demain. Nous trouverons j'espère ces réponses dans la discussion sur le budget 2010.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, en ce jour, je me sens empreint d'une certaine nostalgie. Ce débat sur les orientations budgétaires risque en fait d'être le dernier auquel nous assistons et sur lequel j'aurai le plaisir d'intervenir. Si les réformes concernant les collectivités territoriales continuent d'être adoptées sans véritable concertation ni réflexion approfondie sur une véritable organisation démocratique et républicaine de nos territoires, vouloir débattre d'orientations budgétaires deviendra inutile et dénué de sens. Je m'explique.

Comment parler d'orientations, c'est-à-dire de véritable volonté politique et d'ambition pour l'avenir de notre territoire sans être maître de tous les facteurs qui composent notre budget ? Au rythme où vont les choses, très bientôt, nos recettes ne seront constituées majoritairement que de dotations que l'Etat consentira à donner au gré de ses envies et de ses choix.

Devant le transfert de plus en plus important de compétences sur nos collectivités territoriales, la masse de nos dépenses incompressibles deviendra telle, que notre fonction budgétaire se limitera à une gestion pure et simple de masses financières sur lesquelles nous n'aurons aucun moyen d'intervention.

Le politique se transformera petit à petit uniquement en gestionnaire. Ce qui nous a poussé à notre engagement, mes chers collègues, ne pourra plus s'exprimer ici. Le désir et la volonté d'agir sur les transformations de notre société tendront à disparaître. Le centralisme étatique reviendra, encore plus contraignant que par le passé.

Et en réponse à M. Muselier, nous ne sommes pas opposés à une réforme des collectivités, nous sommes opposés à la réforme qui nous est proposée, ce qui est tout à fait différent.

Monsieur GAUDIN.- Elle a été votée cette nuit au Sénat !

Monsieur COULOMB.- Je sais, Monsieur le Maire, mais vous ne m'empêchez pas de penser que cette réforme ne répond pas forcément aux attentes de tous les élus.

Je me penche donc maintenant sur notre avenir budgétaire immédiat pour l'année 2010.

Je ne peux qu'approuver l'exposé de notre collègue Jean-Pierre Giorgi et exprimer, moi aussi, la confiance pour 2010 pour le budget qui va nous être proposé.

Grâce à la mise en place d'une nouvelle culture budgétaire et d'une prospective avec, comme premier horizon, la fin de ce mandat, nous avons pu anticiper les effets les plus contraignants pour notre collectivité que sont la suppression de la Taxe Professionnelle et la mise en service de l'incinérateur.

La maîtrise programmée de nos dépenses de fonctionnement et notre rigueur de gestion nous permettent de dégager un autofinancement en hausse, sans augmenter la fiscalité ménage, choix incontournable, me semble-t-il, en cette période de crise où nombre de nos concitoyens subissent de façon brutale une baisse très significative de leur pouvoir d'achat ou voient, plus grave, la précarité s'installer dans leur vie.

Ces dépenses de fonctionnement sont donc bien contrôlées quoi qu'en dise M. Muselier puisque l'on voit bien que malgré les hausses qu'il nous évoque, nous arrivons à dégager un autofinancement supérieur.

En ce qui concerne la RTM, nous sommes en train de travailler sur le sujet et je ferai remarquer que la hausse qui va apparaître dans le budget 2010 est due essentiellement à la prise en compte de la ligne nouvelle de métro sur laquelle nous anticipons la perte de recettes qui ne couvrira pas la totalité des dépenses.

La hausse planifiée de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères sur les trois exercices, qui a fait l'objet d'un débat ici, va nous permettre de faire face de façon partielle, il est vrai, aux dépenses nouvelles liées au traitement de nos déchets.

Je me permettrai d'insister sur les recettes issues de la compensation de la perte de la Taxe Professionnelle. S'il est vrai que la dotation de l'Etat équilibre à l'euro près nos recettes en 2009, nous ne devons pas perdre de vue que cette situation représente quand même un manque à gagner en 2010 puisqu'il nous prive du fait de l'augmentation de nos bases et de la possibilité que nous avons de hausser légèrement notre taux qui nous aurait permis d'accroître nos ressources sur ce chapitre d'à peu près 19 millions d'euros.

En matière d'investissement, la hausse de notre autofinancement et un recours modéré à l'emprunt vont nous permettre de continuer à investir de façon conséquente puisque nous devons atteindre les 280 millions d'euros en 2010 avec, il ne faut pas l'oublier, l'aide incontournable du Conseil Général, dans le cadre du plan quinquennal qui a été mis en place dès 2009.

Les engagements pris en début de ce mandat en ce qui concerne les grands équipements structurants de notre territoire seront poursuivis.

Les orientations qui nous sont proposées n'oublient pas non plus l'amélioration financière de notre collectivité. Notre capacité d'endettement va être réduite et ramenée à 16.5 années au niveau de 2010, ce qui s'inscrit dans la volonté de terminer un mandat avec une capacité de désendettement plafonnée à 18 ans.

Comme vous le voyez sur un plan strictement budgétaire, avec la connaissance actuelle du déroulement programmé de 2010, l'année à venir devrait nous permettre la continuité de la politique engagée par notre Président, avec le soutien de l'ensemble des Maires, n'en déplaise à M. Muselier et à sa réflexion sur le clocher de nos communes.

Mais nous ne devons pas nous cacher qu'en dépit de notre rigueur budgétaire et de notre prospective programmatique, les perspectives pour les années à venir risquent de rendre plus difficile notre équilibre budgétaire.

La révision de la loi sur la fiscalité des entreprises, prévue pour l'automne 2010 et la mise en place de nouvelles taxes liées à l'environnement et à la lutte contre la pollution sont de nature à impacter très lourdement notre budget de fonctionnement et par conséquent, risquent de nous contraindre à repenser l'investissement dans un second temps.

Comme vous le voyez mes chers collègues, malgré des orientations budgétaires 2010 allant dans la continuité de notre action et préservant nos engagements, nous devons faire preuve d'une vigilance accrue pour envisager la suite du mandat dans une période de changements radicaux en ce qui concerne le paysage budgétaire et organisationnel sur notre territoire.

Je vous vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur DIARD. - Monsieur le Président, je serai très bref. Je ne reviendrai pas sur les propos de M. Coulomb qui nous fait toujours les mêmes clichés éculés. Je lui rappellerai simplement que la réforme des collectivités locales se passe au Parlement, c'est comme cela que ça se passe dans notre pays. Au sein du Parlement, il y a un débat, il a lieu actuellement au Sénat. Il aura lieu après à l'Assemblée Nationale, et comme vous l'avez vu, aussi bien à l'Assemblée Nationale qu'au Sénat, il y a beaucoup de parlementaires qui sont Maires, et évidemment, ils défendent les communes et c'est une bonne chose.

Je ne reviendrai pas sur l'idée que les communes vont disparaître, vous nous avez fait le même cliché en 2003 avec la décentralisation. Il n'y avait plus d'argent pour les Conseils Généraux, plus d'argent pour les Conseils Régionaux et on a vu ce qu'il en était.

Je ferai simplement deux ou trois remarque par rapport au rapport d'orientations budgétaires.

Quelques points de détail.

En page 2, je lis : « *le projet de réforme territorial qui comporterait la taxe carbone* ». Non, la taxe carbone n'est pas un élément du projet de réforme territoriale.

Page 6, « *c'est un engagement européen* » vous le rappelez, mais c'est avant tout un engagement de la loi dite Grenelle Environnement qui a été votée à la quasi unanimité à l'Assemblée Nationale. Elle concerne, vous le rappelez en page 6, les ménages, les entreprises et les collectivités qui doivent s'acquitter de cette taxe, mais vous oubliez également l'Etat, qui paiera cette taxe sans compensation. C'est quand même intéressant de le dire.

Autre point important, et là j'ai entendu mon ami Pierre Sémériva, sur le rejet par le Conseil Constitutionnel, vous écrivez : « *fondée sur l'inégalité de traitement des citoyens devant ce texte* ». C'est faux. Ce n'est pas sur l'inégalité de traitement des citoyens, c'est sur l'inégalité devant l'impôt. Ce n'est pas le principe de la taxe carbone qui a été censuré, ce ne sont pas les compensations pour les agriculteurs, pour les pêcheurs qui sont censurées. Qu'est-ce qui a été censuré par le Conseil Constitutionnel ? C'est le fait qu'il existe, au niveau européen, un système d'échange de quotas de CO². Cette loi communautaire existe depuis 2007. Elle concerne 1018 sites industriels qui n'étaient pas soumis à la taxe carbone, mais à ce système d'échange de quotas de CO². Mais comme ce système d'échange de quotas n'est pas contraignant d'ici 2013, le Conseil Constitutionnel a jugé que d'un côté, il y avait des particuliers, des entreprises, des collectivités qui s'acquittaient de la taxe carbone en 2010 et d'un autre côté, les sites industriels les plus polluants qui avaient un système d'échange de quotas de CO² contraignant à partir de 2013. C'est cela l'objet de la cassure.

Dernier point important, Monsieur le Président, en page 17, sous le titre « *Moderniser les équipements structurants* », vous écrivez : « *MPM suivra en 2010 un programme d'investissement structurant et ambitieux. Des travaux d'aménagement de voies et de sécurisation d'art d'envergure comptant au nom des préoccupations majeures de la collectivité* ».

J'arrive en page 18, sur les communes extérieures, je vois des programmes pour chaque commune plus beaux les uns que les autres. J'arrive à Sausset-les-Pins et je lis « *Réfection du chemin des crêtes* ». Je me suis demandé ce que c'était. C'est un projet de voirie qui a été abandonné et qui date de 2005. Donc projet d'art d'envergure, d'investissement ambitieux... Le chemin des Crêtes, c'est une impasse de 3.50 mètres ! De là à considérer que c'est un projet structurant et ambitieux ou un ouvrage d'art...

Ensuite, Monsieur le Président, il est écrit « *Darius Milon* ». Je ne sais pas si c'est rattaché à Cassis...

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous êtes en retard, il y a eu un rectificatif.

Monsieur DIARD.- Le chemin des Crêtes est une impasse. Il n'y a pas de travaux structurants à Sausset-les-Pins en 2010, il n'y a que des études. Je ne sais pas d'où est sorti le chemin des Crêtes, mais ce sont des problèmes de voirie qui datent de 2005.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous savez très bien Monsieur Diard, que des études préparent à Sausset-les-Pins des travaux très importants dont vous verrez les effets en 2011 et 2012. Vous le savez très bien, ne me faites pas l'offense de croire que vous l'avez oublié. Je suis venu personnellement dans votre Mairie pour en parler. Il faut faire des études car ce sont justement des travaux très importants.

S'agissant de la taxe carbone, il n'a jamais été dit qu'elle faisait partie de la réforme territoriale. En page 2, on cite l'ensemble des mesures qui vont peser à un moment

donné sur les finances de la Communauté Urbaine et elle en fait partie, mais elle n'est pas incluse dans la réforme territoriale d'une part et d'autre part, la taxe carbone va peser à un moment donné, ce n'est pas une vue de l'esprit mais une constatation, c'est factuel, sur les finances de la Communauté Urbaine. Ce qui ne veut pas dire que je conteste la taxe carbone qui, je pense est un impôt qui doit servir à quelque chose, à condition que les entreprises les plus polluantes la paient aussi, ce qui n'était pas le cas dans la première mouture.

Sur l'ensemble de ce qui a été dit, je ne conteste pas l'opportunité des investissements qui ont été faits sous l'ancienne mandature. Je crois qu'ils étaient nécessaires. On peut simplement s'interroger sur le timing. Peut-être ont-ils été trop rapides et ont-ils ainsi creusé trop vite la dette.

A partir du moment où j'ai eu la responsabilité de cette collectivité, je me suis penché avec tous, y compris dans le cadre d'une gouvernance largement concertée, et avec le Vice-président chargé des finances, sur le problème de la dette qu'il fallait réduire.

Ce que je constate aujourd'hui, c'est que le remboursement en capital de la dette est aujourd'hui stabilisé, que l'emprunt d'équilibre baisse largement d'année en année, que l'épargne nette qui était négative, est positive depuis 2009, que l'épargne brute n'a jamais été aussi importante, 76 millions d'euros, qu'en 2007 la collectivité était endettée à hauteur de 41 ans, elle est passée à 16.5 ans en 2010. Cela ne durera pas automatiquement dans les années à venir, mais on pense la stabiliser à 18 ans.

Donc, nous sommes très largement en avance sur le schéma qui a été proposé par l'audit financier.

Sur les audits, Monsieur Muselier, vous lancez des chiffres, mais je crois que vous devriez vous renseigner car ils ne sont pas de cet ordre-là. Le montant des audits représente moins de la moitié de ce que vous avez annoncé et je crois que c'était important de les faire. La somme de ces audits représente 0.1% par rapport aux enjeux financiers qui ont été étudiés. Dans l'ancienne mandature, il y a eu aussi des audits et c'est normal. Je crois qu'une collectivité ne peut pas se passer d'audits. Elle doit faire vérifier les fondamentaux.

Par exemple sur l'incinérateur, nous sommes en litige sur un montant de 107 millions d'euros. C'est bien l'audit qui nous a montré que la collectivité n'avait peut-être pas à payer la totalité de ces surcoûts. Nous sommes en expertise judiciaire aujourd'hui, et c'est bien l'audit qui nous l'a montré. Il ne faut pas dire que les audits ne servent à rien, ce n'est pas vrai.

Monsieur MUSELIER.- On en reparlera.

Monsieur LE PRESIDENT.- Renseignez-vous sur le montant des audits, vous verrez que ce ne sont pas les chiffres que vous annoncez. Lorsqu'on annonce des chiffres, on doit annoncer des chiffres exacts.

Nous continuons à investir autant qu'il est possible dans le cadre d'une gestion saine de cette collectivité. Nous devons réduire la dette, nous le faisons, et nous investissons cette année, 280 millions d'euros, ce qui n'est pas rien.

Sur la métropole, vous pouvez avoir votre avis, j'ai le mien. Je travaille avec d'autres collectivités sur une métropole de projets. Au regard de l'évolution du projet de loi actuellement, on voit bien que les métropoles n'ont plus aujourd'hui, dans le projet de loi, l'ambition qui était celle que le législateur avait voulu lui donner il y a encore un an. Cela évolue. Et on évolue vers un schéma qui sera, non pas imposé, mais concerté. A partir de là, il faut bâtir une métropole de projets avec nos voisins. C'est ce que j'essaie de faire. Je le fais dans la discrétion, je ne fais pas de grandes messes, mais je le fais car je suis très conscient des enjeux qui sont des enjeux métropolitains. Je crois que dans le monde économique, tout le monde sait quelle est ma position.

Voilà ce que j'avais à dire. Le débat sur les orientations budgétaires a eu lieu, il a été riche. Il ne nous départage pas, mais je crois que ce qui a été dit, l'a été en bonne intelligence entre nous. Le débat continuera au mois de mars lorsque nous voterons définitivement le budget.

Je vous remercie, nous passons au rapport suivant.

2. **FCT 002-05/02/10 CC - Constitution du jury de concours de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement urbain du centre-ville de Marseille incluant la semi-piétonisation du Vieux-Port - Election des représentants de la Communauté Urbaine - Indemnisation des personnalités qualifiées**

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce rapport a été retiré.

3. **FCT 003-05/02/10 CC - Attribution d'une subvention au Fonds « Solidarité Haïti » créé par la Fondation de France**

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de l'attribution d'une subvention à la Fondation de France suite au séisme que le monde a appris après le 12 janvier, séisme terrible quant aux conséquences. La Communauté Urbaine propose de verser 50 000 euros au Fonds « Solidarité Haïti » créé par la Fondation de France.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

4. **FCT 004-05/02/10 CC - Modification de la délibération de transfert de propriété par la Commune de Carry-le-Rouet à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de l'assiette foncière du parking du Rouet**

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. **FCT 005-05/02/10 CC - Approbation d'une convention avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.**

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. **FCT 006-05/02/10 CC - Conditions et modalités de la cessation progressive d'activité applicables aux agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole**

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. FCT 007-05/02/10 CC - Ajustement de la nomenclature des emplois.

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. FCT 008-05/02/10 CC - Approbation d'une convention relative à la contribution de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'opération "Campus" d'Aix-Marseille Université

Monsieur MOREL.- Cette question avait déjà été abordée la fois précédente. J'y reviens en faisant cinq brèves observations, me réjouissant naturellement de cette convention entre les partenaires, Ville de Marseille, Conseil Général et Conseil Régional.

Première observation, l'intégration dans la convention du pôle de l'Etoile est une initiative des collectivités territoriales. Elle est liée en partie au Contrat de Plan Etat Région (CPER). Comme vous le savez, le Ministère avait limité le Plan Campus à deux sites : le site de Luminy et le site d'Aix. Une initiative a été prise par les collectivités et en particulier par MPM, pour ajouter le site de l'Etoile.

Ma deuxième observation a trait au problème financier. Comme vous le savez, le Plan Campus est un montage très particulier. Il s'agit pour l'Etat, non pas de faire des dépenses sur le budget normal, mais sur l'intérêt du capital des cessions d'actions d'EDF, alors que les collectivités territoriales interviennent sur leur budget. Je crois qu'il y a deux poids, deux mesures, avec une petite conséquence très précise, c'est que certains travaux aujourd'hui sont en train d'être immobilisés à cause de la nature de cette opération.

Je prends l'exemple à Luminy du centre océanographique, dont l'appel d'offres vient d'être retardé puisqu'une partie des clauses dépend du Contrat de Plan Etat Région et que l'autre partie dépend d'un PPP et, sur un bâtiment, on ne sait pas faire conjuguer les deux choses, entre un PPP et un CPER, donc la question est en cours.

Troisième observation : sur Château Gombert, je noterais l'importance absolue que vous avez mentionnée Monsieur le Président, de lier Saint Jérôme à Château Gombert pour en faire un véritable pôle. Mais je noterais que l'intervention des collectivités territoriales sur Château Gombert et Saint Jérôme a été tout à fait considérable depuis ces dernières années dans le cadre du CPER. Si la loi dont on nous parle, venait à être votée, cela voudrait dire que, les clauses de compétence générale étant supprimées, le Conseil Général et le Conseil Régional ne pourraient pas intervenir et donc pas construire par exemple l'observatoire d'astrophysique.

Quatrième observation : je regrette, sur ce Plan Campus, je l'avais déjà mentionné, que le site de Marseille centre n'ait pas été accepté par le Ministère. Il y a là un campus absolument exceptionnel avec la Faculté Saint Charles, la Faculté de Droit, la Faculté d'Economie, le Pôle Santé de la Timone, l'Institut d'Etudes Avancées de Longchamp, sans parler des classes préparatoires. J'espère que l'on pourra intégrer ce pôle dans les projets liés au grand emprunt.

Enfin, je termine par une cinquième observation. Nul doute que le Plan Campus va contribuer à donner une place exceptionnelle au pôle universitaire d'Aix Marseille et je profite de cette intervention pour souligner une fois de plus, l'importance du processus acté le 16 décembre par les Conseils d'administration des trois universités vers la création de l'université unique, le 1^{er} janvier 2012.

Je voudrais faire une autre remarque. Je lis souvent dans la presse, de la part des journalistes ou des élus politiques, que l'on met en avant cette fusion des universités au nom de la grandeur : 70 000 étudiants et 10 000 enseignants.

Evidemment, c'est un argument qui ne tient pas la route et qui est un peu ridicule parce que les grandes universités dans le monde sont des universités beaucoup plus petites avec 20 000 étudiants.

Qu'est-ce qui fait l'originalité de la fusion ? C'est que toutes les grandes universités au monde sont fondées sur l'universalité, c'est-à-dire la présence, dans la même université, de l'ensemble des disciplines, qu'elles soient de recherche, ou professionnalisante comme la Médecine ou le Droit. Nous créons ici pour la première fois, une université universelle au sens propre du terme.

La deuxième raison pour laquelle c'est d'une importance considérable, c'est que l'université unique est la meilleure défense du service public de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, où il y a une tendance extrêmement importante, à cause de la petitesse des centres, à voir une privatisation de l'enseignement supérieur. La grandeur et l'importance de l'universalité génère une défense du service public.

Merci Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Morel.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-05/02/10 CC - Approbation des ratios de promotion aux grades d'adjoint administratif territorial de 1ère classe et d'adjoint technique territorial de 1ère classe, dans le cadre des avancements à l'ancienneté

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

10. FCT 010-05/02/10 CC - Taxe Locale d'Equipement : Remise gracieuse des majorations et intérêts de retard

Monsieur GIORGI.- Nous proposons de suivre l'avis du trésorier payeur, c'est-à-dire d'accorder quelques avis favorables et d'en refuser d'autres.

ADDITIFS

FCT 11-05/02/10 CC – Composition des Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

FCT 12-05/02/10 CC – Création d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) pour la mise en commun des moyens nécessaires au fonctionnement de Marseille

Aménagement et de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) : SOLEAM – Autorisation donnée aux représentants de Marseille Provence Métropole au Conseil d'Administration de Marseille Aménagement, d'approuver l'adhésion de la société au GIE.

Monsieur MOREL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

RENOVER ET CONSTRUIRE UNE VILLE SOLIDAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Salah-Eddine, la Commission s'est réunie le 29 janvier.

Madame SALAH-EDDINE.- Les quatre rapports ont été votés à l'unanimité.

11. **RNOV 001-05/02/10 CC - Zone Urbaine Sensible (ZUS) Centre Nord à Marseille (1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 6^{ème} arrondissements) - Approbation d'une convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)**

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

12. **RNOV 002-05/02/10 CC - Grand Projet de Ville Marseille-Septèmes - Quartier Plan d'Aou/Saint Antoine/La Viste Marseille (15^{ème} arrondissement) - Approbation de l'avenant La Viste à la convention pluriannuelle de mise en oeuvre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)**

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable unanime de la Commission.

Madame BOYER.- J'interviendrai sur les rapports n° 11, 12, 13 et 14.

Permettez moi, Monsieur le Président et mes chers collègues, de me réjouir de l'inscription à l'ordre du jour de quatre dossiers concernant la rénovation urbaine de Marseille.

Ils sont le reflet de la dynamique engagée avec l'aide de l'ANRU pour le renouvellement urbain de notre Ville Métropole. Ils sont aussi le reflet d'une certaine façon de faire de la politique puisque ces rapports sont uniquement liés au fait que toutes les collectivités doivent s'entendre pour faire en sorte que nos quartiers se rénovent.

Mais avant d'être du béton et des chiffres, ce que je vais vous assenez aujourd'hui pour ces quatre rapports, je voulais quand même souligner que l'ANRU est avant tout de l'humain puisque nous travaillons pour faire en sorte que nos quartiers vivent mieux.

Aujourd'hui, nous avons un panel assez représentatif des dossiers ANRU et de leur évolution.

Nous avons à nous prononcer sur l'avenant de la Savine pour l'adaptation de la Convention signée le 30 mars 2009, pour que cette convention s'adapte aux réalités locales et surtout à l'opérationnalité du projet.

Nous avons un avenant à la Convention Plan d'Aou / Saint Antoine, pour le secteur de la Viste qui va nous permettre de parfaire l'intervention publique sur la porte Nord de la Ville, puisque nous allons pouvoir traiter les secteurs situés à l'Est et à l'Ouest de la route nationale, dans le prolongement des travaux en cours sur Plan d'Aou et le noyau villageois.

Et puis, nous avons deux conventions, celle, pour la Solidarité Notre Dame Limite que je qualifierais de traditionnelle au regard des critères de l'ANRU puisque le cœur du projet concerne la cité de la Solidarité.

Nous allons faire en sorte que cette cité ne soit plus isolée mais devienne un vrai site urbain accessible par chacun, pratiqué par tous et puis surtout, nous allons nous prononcer sur le dossier de la ZUS Centre Nord qui va participer à la requalification du centre-ville de Marseille.

Cette ZUS est stratégique pour la réussite des grands programmes d'aménagement en cours comme Euromed et ses trois ZAC.

Elle joue un rôle charnière entre un tissu urbain traditionnel et des secteurs en devenir. Dans ce secteur central, c'est important pour notre ville.

L'ANRU a accepté de nous aider pour requalifier un secteur atypique, puisque nous allons intervenir sur un tissu ancien, constitué de logements privés, mais qui joue le rôle de parc social de fait. Nous sommes un peu dans la préfiguration du PNR 4 et je dois souligner l'aide de l'ANRU qui a accepté de travailler pour nous sur des projets qui ne sont pas traditionnels comme ceux pour lesquels l'ANRU intervient dans la région parisienne essentiellement.

Je ne vais pas détailler chaque Convention, mais je voudrais porter à votre connaissance les grands axes de chaque dossier.

Pour l'avenant de la Viste, dès la signature de la convention, ERILIA va engager la réhabilitation de 991 logements, sur le groupe la Viste Provence et le 38 la Viste. Suivront la construction de 43 logements en accession sociale ainsi que la requalification du groupe scolaire, la rénovation du centre social et la création d'un équipement petite enfance.

Cette opération coûtera plus de 52 millions d'euros avec participation de l'ANRU à hauteur de 6,15 millions d'euros, 2,44 pour la Ville de Marseille, 1,93 million d'euros pour MPM.

Pour la Solidarité, nous pouvons retenir la démolition de 153 logements concentrés sur 2 Immeubles, la réhabilitation des 601 logements restants, la réalisation des 6 bâtiments maintenus après requalification des voies et espaces collectifs, la réalisation d'un futur groupe scolaire, la remise aux normes du stade et la réalisation d'un parc ludique et sportif.

Le coût global du projet est estimé à environ 85 millions d'euros répartis comme suit :

- ANRU : 23,18 millions d'euros (28% du projet)
- Ville de Marseille : 6,80 millions d'euros (8% du projet)
- MPM : 1 million d'euros (1% du projet)
- Conseil Général : 0,3 million d'euros
- Conseil Régional : 2,44 millions d'euros (3% du projet)
- Bailleurs sociaux : 48,27 millions d'euros (59% du projet)
- Vous voyez là encore des efforts considérables de chacun.

Pour la ZUS Centre Nord, le projet de rénovation urbaine prévoit, la reconstitution de 481 logements privés dégradés, la réhabilitation de 176 logements sociaux HMP et NLP, la création d'un équipement sportif , d'une crèche halte garderie, l'amélioration des équipements suivants ;

Une crèche,

Quatre centres sociaux, animation ou maison pour tous,

Une bibliothèque,

Un équipement culturel,

La requalification des espaces publics comme la place du refuge, la place de la Fare ou la requalification du Mail Velten,

La convention prévoit un coût global de 149,6 millions d'euros, dont ;

- 30,86 millions d'euros pour l'ANRU (20,7%)
- 16,88 millions d'euros pour la Ville de Marseille (11,32%)
- 0.85 million d'euros pour MPM
- 5.88 millions d'euros pour le Conseil Général (3,9%)
- 4.44 millions d'euros pour le Conseil Régional (3%)

Je voudrais insister sur le fait que l'année 2010 sera l'année du démarrage opérationnel de nombreux sites. Donc vous m'entendrez intervenir presque à chaque réunion de MPM et je m'en réjouis, de l'avancement des 13 conventions puisque nous allons mettre au point des conventions qui ont été négociées et cela a été difficile, complexe.

Monsieur le Président, c'est aussi pour moi l'occasion de remercier le respect des engagements de chacun et le travail des services de MPM comme le travail de ceux des autres collectivités et bien évidemment le travail instruit au sein du GPV dont j'assume la présidence.

Je dois dire qu'au sein du GPV, nous élaborons ces projets. Ce lieu est consacré au partenariat, à l'échange, à la conception commune et aux décisions partagées. Depuis que je suis la présidente du GPV, j'ai tenu à ce que les bailleurs sociaux participent à nos séances du conseil d'administration.

Les Mairies de secteur sont auditionnées à chaque fois qu'un dossier intervient au sein du Conseil d'administration. Nous les écoutons avec des séances de travail préalables et des auditions en Commission. Ensuite, les membres du Conseil d'administration décident du projet que nous allons présenter à l'ANRU.

Les négociations que nous menons avec l'ANRU ne sont pas simples car pour pouvoir bénéficier et émarger à ces financements qui représentent pour ces 13 conventions, un milliard d'euros, il faut que nous présentions des dossiers qui puissent être éligibles aux critères de l'ANRU et c'est ce que nous faisons.

Et pour moi, l'examen de ces quatre dossiers est l'occasion de remercier le travail partenarial qui est conduit au sein du GPV.

Monsieur DUTTO- Monsieur le Président, je ne vais pas parler des chiffres et des efforts des uns et des autres concernant la réalisation de ce projet.

Mme Boyer a parlé d'une certaine façon de faire de la politique. Certes, puisque cela conduit, dans le cadre des projets ANRU, les collectivités qui en sont parties prenantes, à s'entendre sur les projets. Mais, ce n'est à mon sens qu'une certaine façon de faire de la politique autrement.

Je voudrais revenir sur une des questions qui me semble essentielle et qui préside à toute la philosophie de l'ANRU et qui est au cœur de celle-ci, c'est la question de la place des habitants. Car il est bien que les collectivités se concertent, se rencontrent, que l'on entende les Maires de secteur, mais cela ne remplace pas la voix des habitants et notamment dans l'élaboration du projet.

Or, à ce jour, s'il y a une faiblesse que l'on constate dans l'ensemble des projets, c'est que dans aucun d'entre eux, les habitants n'ont été concertés, ils ont été informés. Je crois qu'il y a une fâcheuse tendance à confondre l'un et l'autre.

Je l'ai dit, y compris au Conseil d'administration du GPV et dans d'autres instances, et je peux renvoyer pour ceux qui le souhaitent à la définition du mot concertation : il s'agit d'élaborer en commun un projet commun et partagé.

Donc, si nous sommes bien d'accord qu'il s'agit de projets pour les habitants, il faut passer à la logique de projets avec les habitants. Car nous risquons de nous trouver, au moment de l'opérationnalité de ces projets, avec des situations extrêmement compliquées puisque des habitants ne se retrouveront pas forcément sur la philosophie des projets et cela va créer des situations de tension qui vont retarder, voire créer des mécontentements extrêmement importants.

Je crois que rien n'est complètement perdu. Mais plutôt que de l'autosatisfaction institutionnelle permanente, je crois qu'il vaudrait mieux passer maintenant à la phase de l'écoute et de la concertation véritablement.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

13. **RNOV 003-05/02/10 CC - Grand Projet de Ville Marseille-Septèmes - Projet de rénovation urbaine du quartier Notre Dame Limite-Solidarité à Marseille (15^{ème} arrondissement) - Approbation d'une convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)**

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. **RNOV 004-05/02/10 CC - Grand Projet de Ville Marseille - Septèmes - Convention ANRU du quartier la Savine à Marseille (15^{ème} arrondissement) - Approbation de l'avenant simplifié n°2**

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

DEVELOPPER L'ECONOMIE ET SERVIR L'EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Allouch, la Commission s'est déroulée le 28 janvier.

Monsieur ALLOUCH.- Tous les rapports ont été adoptés à l'unanimité.

J'aimerais, Monsieur le Président, faire une intervention sur un rapport qui est le rapport sur la Prime d'Aménagement du Territoire donnée à l'entreprise Mobile Distillery.

Mobile Distillery n'est pas une usine de whisky mes chers collègues ! Elle consiste à mettre en œuvre des logiciels d'application sur tous les téléphones fabriqués dans le monde. Agenda, carnet d'adresse, réception de mails, écran-clavier, jeux etc. Tout cela peut être mis en synergie grâce à des logiciels mis au point par cette entreprise. L'image de marque de cette entreprise sur le marché mondiale est très importante. Elle est perçue comme un vrai fleuron.

Ainsi, sur les activités de l'entreprise, le chiffre d'affaires est passé de 800 000 euros fin 2008, à 1,3 million d'euros fin 2009 et les deux millions seront atteints fin 2010.

Mobile Distillery a sollicité l'Etat et les collectivités territoriales pour pouvoir bénéficier d'une Prime d'Aménagement du Territoire qui lui a été accordée.

Même si l'activité de Mobile Distillery a subi, comme d'autres, la crise, et un glissement d'un an globalement, le programme initialement annoncé dans le dossier déposé auprès de l'Etat et des collectivités territoriales est maintenu.

Cela dit, le dispositif d'aide de la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT) destinée à soutenir le développement des projets d'entreprise est très encadré et il s'effectue en trois fois.

Un premier versement au démarrage du programme, limité à 40%, il exprime une relation de confiance. Un deuxième versement intermédiaire et un solde, dès réalisation de l'ensemble du programme.

Les services techniques de MPM, associés à ceux de la Région et du Département sont très vigilants. Nous sommes parfois plus durs que les règles européennes, Monsieur le Président.

Ainsi, pour Mobile Distillery, nous proposons un premier versement au démarrage du programme de 39 000 euros, soit 33% du montant total de la PAT alors que les règles nous autorisent à aller jusqu'à 40%.

Si nous devons faire un état des lieux, il ne pourrait se faire qu'après réalisation de 60% du programme. Les perspectives réelles de nouveaux marchés pour Mobile Distillery avec American Express, Sony, Ericsson, Google et L'Oréal autorisent à engager en 2010 le recrutement de 7 personnes durant le 1^{er} trimestre et de 6 personnes durant le deuxième trimestre, l'objectif étant d'atteindre, fin 2010, un effectif de 46 personnes.

Cette compétitivité de Mobile Distillery est renforcée par l'intégration dans son dispositif des technophones iPhone et Androïd. Les grandes entreprises considèrent Mobile Distillery comme stratégique dans le développement de leur position sur les mobiles et le nombre de demandes est en forte croissance.

Alors, Monsieur le Président, nous soutenons l'innovation, nous soutenons les entreprises qui travaillent dans le cadre de l'innovation et nous les soutiendrons par notre subvention.

15. DEV 001-05/02/10 CC - Réhabilitation du "crassier des Aygalades", Marseille (15^{ème} arrondissement) - Demande de subvention auprès de l'Union Européenne

Monsieur TEISSIER.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. DEV 002-05/02/10 CC - Zone d'Aménagement Concerté des Florides - Approbation d'un protocole foncier avec le Conservatoire du Littoral et le SIBOJAI dans la cadre des mesures compensatoires.

Monsieur TEISSIER.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. DEV 003-05/02/10 CC - Abondement de la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT) en faveur de la société Mobile Distillery - Modification de l'article 2 de la convention cadre de partenariat.

Monsieur TEISSIER.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. DEV 004-05/02/10 CC - Abondement de la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT) en faveur de la société Digitick - Approbation d'une convention cadre de partenariat

Monsieur TEISSIER.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

DEVELOPPER LES TRANSPORTS URBAINS ET PERIURBAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Molino n'est pas là, Madame Lota, la Commission s'est réunie le 29 janvier, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame LOTA.- Je crois que c'est une stratégie, non ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Je ne pense pas. Mais si vous ne voulez pas présenter le rapport, vous ne le présentez pas

Madame LOTA.- Si tout à fait.

A la Commission Transport, je pourrais simplement dire qu'il y a eu une petite discussion sur le rapport n°22. Les élus communautaires ont demandé des précisions sur le montant de 7,6 millions d'euros investis dans le domaine des études. Je vais peut-être reprendre ou m'inspirer de la citation reprise par Bruno Gilles et imaginer qu'effectivement, ce ne sont pas les réponses qui vont nous apporter la vérité, mais les questions que l'on va continuer de se poser car nous avons souhaité le retrait du rapport avec un additif,

demandant qu'il y ait des explications plus concrètes, de manière à légitimement éclairer la Commission.

Je pourrais tout simplement dire Monsieur le Président, que je regrette qu'on nous ait dit en Commission qu'après tout on était là tout simplement pour avis mais que le Président ferait comme il voudrait.

Sinon, dans l'ensemble, tous les rapports ont été approuvés à l'unanimité des représentants de la Commission.

Monsieur MUSELIER.- Peut-on aborder directement le rapport n°22 puisque c'est un rapport qui pose problème, à moins que vous ne décidiez, Monsieur le Président, de faire voter les rapports qui ne posent pas de difficulté.

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous les voterons tous ensemble.

Monsieur MUSELIER.- S'agissant du rapport n°22, ce que vient de souligner Mme Lota est tout à fait particulier. Je voudrais faire quelques remarques sur le fond, comme sur la forme.

En ce qui concerne la forme, sur ce rapport, lors de la Commission sous l'autorité de M. Molino qui est le Président de la Commission, nous étions représentés par Mme Lota et les membres de la Commission. Nous étions largement majoritaires parce qu'il n'y avait personne du groupe socialiste au sein de cette Commission. Nous avons demandé tout à fait normalement des explications sur des études à hauteur de 7.6 millions d'euros, ce qui est un montant conséquent, vous en conviendrez.

Il s'avère que ni M. Molino ni les services n'ont pu apporter des réponses conséquentes. Sans agressivité aucune, nous travaillons en Commission en demandant ce qui se passe. 7.6 millions d'euros sont programmés : pour quoi faire, pour aller où ? Quel est le sens du travail ? Car ce n'est pas rien.

A ce moment-là, devant l'incapacité de répondre, ce rapport a été retiré en Commission.

Vous ne siégez pas dans cette Commission M. Bernardi, ce rapport a été retiré.

Monsieur BERNARDI.- Vous non plus.

Monsieur MUSELIER.- Mais j'ai suivi ce dossier.

A la réunion des Présidents à laquelle M. Bernardi est présent et que vous présidiez, vous avez dit qu'il était de votre devoir et de votre autorité de remettre ce rapport à l'ordre du jour, malgré la non étude de ce rapport en Commission.

C'est votre plus grand droit, nous le respectons, mais nous avons aussi par rapport à cela, une liberté d'expression sur les précisions que nous avons demandées et sur lesquelles nous n'avons eu aucune réponse.

Les réponses, nous les avons eues finalement et malgré tout, par voie de presse le lendemain, sur la totalité du Plan de Déplacements Urbains que vous avez présenté avec le Président Guérini et ceci, sans participation de la Ville de Marseille, ce qui est particulièrement surprenant.

Cela signifie, au niveau du mode de fonctionnement de notre collectivité, que nous avons posé légitimement des questions en Commission, que n'avons pas eu de réponse à ces questions et que vous avez décidé de remettre, ce que vous avez le droit de faire, le rapport à l'ordre du jour de la plénière, et qu'entre-temps, vous avez tout présenté à la presse avec M. Guérini. Vous admettez que c'est surprenant.

En ce qui concerne le fond du rapport, comme on l'a vu dans la presse, on a compris qu'il y a un certain nombre de projets qui avancent.

7,6 millions d'euros. Avouez que c'est quand même difficile de voter sans grincer ces 7.6 millions d'euros pour un rapport sur lequel nous n'avons pas eu de réponses et sur lequel nous n'avons pas pu travailler, sachant qu'il y a eu des études à l'AGAM, sachant qu'il y a eu des études à la Ville de Marseille, sachant qu'il y a eu des études à la RTM, sachant qu'il y a eu des études à la Communauté Urbaine, à la Mission Métro Tramway. Et, simplement pour les études transports, et pour citer quelque chose à laquelle nous participons dans un travail collectif à l'AGAM, je me permets de rappeler que le budget de l'AGAM, ce sont 5.4 millions d'euros. Sur ces 5.4 millions d'euros, pour faire des études et assurer son fonctionnement, il y a 2.8 millions d'euros provenant de MPM et 1.6 voire 1.7 million d'euros, pour les transports sur la Communauté Urbaine.

Avouez que voter ces 7.6 millions d'euros sans avoir pu travailler en Commission, avec les groupes ou avec les Maires sur ce dossier, est un peu fort de café.

En ce qui concerne le fond et la forme, vous nous avez présenté le projet transport métro, tramway, transport en site propre ou bus à haut niveau de service. Ce n'est pas la peine de se cacher pour présenter cela et, très honnêtement, de l'annoncer directement à la presse, en essayant de camoufler l'information.

Ce qui est particulièrement intéressant, lorsque l'on regarde cela de la façon la plus objective possible, c'est que la Ville de Marseille a voté un Plan de Déplacements Urbains en 2001. Nous avons voté, à la suite d'études et de travaux conséquents, à la Communauté Urbaine, un Plan de Déplacements Urbains en 2002. Et aujourd'hui, en ce qui concerne le Plan de Déplacements Urbains présenté dans la presse à Marseille, nous nous retrouvons quelque part avec un plan tramway métro identique à tous les travaux qui ont été faits à deux nuances près, deux nuances qui ont quand même une relative importance.

Ces deux nuances, ce sont d'une part la desserte des quartiers Nord sur Saint Antoine. Nous avons travaillé en son temps sur les trois projets avec M. Dutoit pour savoir si nous devions passer côté littoral, côté route nationale ou par l'intérieur. Nous n'avions pas tranché la décision puisque nous avons engagé une concertation, un dialogue ensemble. A l'époque, nous n'avions, nous Communauté Urbaine, jamais tranché, parce que les élus locaux n'avaient jamais pris une position définitive sur laquelle nous aurions pu nous entendre.

Je constate qu'aujourd'hui, dans la décision qui est prise et que vous avez présentée, sans aucune concertation avec les Mairies de secteur, les habitants des quartiers etc., vous avez pris la position du volet littoral.

Très bien, au moins la décision est prise puisque de toute façon, nous avons avancé l'une de ces trois hypothèses.

La seconde nuance est d'importance. Dans ce Plan de Déplacements Urbains, nous avons un volet qui est celui des travaux pour aller jusqu'à la place du Quatre Septembre. Ce volet avait une vraie logique et une vraie cohérence. Pourquoi ? Parce que cela permettait, de la place du Quatre Septembre, à la Préfecture, en passant par la Canebière, en remontant à Colbert, d'aller jusqu'à Euroméditerranée, d'avoir ce grand centre ville, ce grand agora, ce grand projet de semi-piétonisation, sur lequel vous travaillez avec le Maire de Marseille ou plus exactement M. Guérini avec le Maire de Marseille puisque M. Mennucci et M. Moraine ne peuvent plus s'en occuper. Ce schéma permettait de désenclaver la totalité du centre-ville, d'assainir le dispositif et de faire en sorte qu'il y ait de moins en moins de voitures.

La réalité est qu'en enlevant cette partie, vous avez fait perdre la cohérence réelle et profonde à l'ensemble du dispositif que nous avons voté en son temps.

S'agissant du calendrier que vous avez fixé, je me permets d'attirer votre attention car les autorisations de programme, certes viendront plus tard, mais tout ce qui concerne les enquêtes publiques, ne sont pas encore faites. Je vous invite à faire très attention à tout le pôle d'échanges du Capitaine Gèze, car à cet endroit, nous ne sommes

pas propriétaire du foncier et nous aurons des difficultés quant au respect du calendrier, ce que nous avons rencontré pour créer, durant la mandature précédente, je me permets de vous le rappeler, 12 kilomètres de tramway et 4 kilomètres de métro.

Aujourd'hui, s'agissant des tronçons qui ont été faits, et je l'ai lu aussi dans la presse, vous allez demain inaugurer le tramway jusqu'aux Docks des Suds. C'était une décision de notre mandature. On le fait, on avance, on réalise le projet. C'est parfait. Tant mieux ! C'est exactement la même chose pour le métro la Fourragère. Vous prenez tout ce que nous avons fait en avançant là-dessus.

La difficulté que nous rencontrons aujourd'hui, c'est que ce plan qui avait été mis en place dans un Plan de Déplacements Urbains, canalisé, financé, organisé, et nous avons perdu deux ans pour l'organiser, vous le présentez tout seul aujourd'hui.

Il y a également un autre débat, celui sur les dessertes des bus à haut niveau de service. Il y a une nouveauté quand même, c'est la desserte de Luminy. Je pense que fondamentalement, c'est une bonne chose et cela ne peut que faire plaisir aux élus des quartiers Sud et sur le plan pratique à la desserte des quartiers Sud. Pour autant, je me permets de rappeler les différences de niveau.

Sur le BHNS, vous avez deux modes de système, soit le système léger, comme sur le Prado, soit le système lourd avec une plate-forme, c'est-à-dire grosso modo, un tramway sans les rails et sans les fils. Cela coûte entre 10 et 20 millions d'euros du kilomètre. Le tramway, c'est entre 25 et 30 millions d'euros du kilomètre et le métro, c'est de l'ordre de 150 millions d'euros du kilomètre. Sur ces chiffres-là, on passe de un à quatre de la même manière, sur la capacité de transports des usagers sur chacun de ces modes et de ces outils de déplacement. Donc, on voit bien la différence entre l'investissement, le transport, la qualité du transport et surtout la philosophie politique de désenclavement de la ville.

On n'a, bien entendu, pas de réponse sur les vélos. Tout cela a été abandonné, on n'en entend plus parler.

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Messieurs s'il vous plait, M. Muselier, seul, a la parole. Vous parliez dans le silence le plus complet, continuons comme ça !

Monsieur MUSELIER.- Je vous remercie.

Dans cette messe, je rappelle les fondamentaux. Les éléments sont réels mais incomplets. Ces éléments réels et incomplets font, en fait, partie des deux programmes de nos campagnes. Vous avez abandonné les 15 kilomètres de métro, vous avez abandonné tout ce que vous avez proposé et vous êtes venus finalement sur le bon sens qui était le nôtre, la réalité pratique et acceptable mais pour autant, avec des fautes d'importance, notamment la ligne Quatre Septembre qui cache et annule la lisibilité et qui crée une incohérence sur le système.

Le dernier sujet, qui est le plus polémique, est celui des financements que vous annoncez. Vous les annoncez par l'intermédiaire de votre volonté politique, de nos moyens financiers, mais aussi avec les moyens conséquents du Conseil Général. Très honnêtement, on a voté cela en 2000, on a revoté en 2002 et le Conseil Général vient nous aider en 2010... Merci le Conseil Général pour les 10 ans qu'il a fait perdre à la Ville de Marseille !

(Applaudissements)

Parallèlement à cela, nous avons un sentiment un peu amer dans la bouche. Vous avez la logique de dire que vous voulez piloter cette Communauté Urbaine avec les Maires. On peut très bien le comprendre.

Là, on vous prend en flagrant délit de ne pas le faire avec le Maire de Marseille. Je ne trouve pas normal que vous présentiez le réseau de transport de métro, tramway et

bus sur la Ville de Marseille, avec le Président du Conseil Général mais en l'absence du Maire de Marseille et de l'élue compétente, Mme Lota qui n'a même pas le dossier. Ceci est tout à fait anormal et je ne trouve pas cela convenable.

(Applaudissements)

Ceci étant, si vous le réalisez et que c'est nous qui vous l'avons proposé, nous ne pouvons que nous réjouir et finalement, je suis beau joueur, si vous inaugurez ce que nous avons voté et engagé, en tout cas, cela servira à tous les Marseillais.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- J'aime bien la dernière phrase.

Monsieur TIXIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je me permets d'intervenir sur le sujet des études et de leur coût, en tant qu'ancien Président du Conseil d'administration de la RTM, car ce que je vais vous indiquer, je l'ai déjà évoqué en d'autres lieux, à plusieurs reprises.

J'ai eu à constater, pendant mes quatre années de présidence de la RTM, que des études, financées et commandées par la Communauté Urbaine sur les transports, aboutissaient en réalité sur le bureau des techniciens de la RTM et qu'une grande partie des éléments que l'on retrouvait dans les rapports, payés par la Communauté Urbaine, avait été fournie par les compétences de la RTM.

Donc qui mieux qu'au sein de la RTM peut donner des avis éclairés sur les problèmes de transport dans Marseille ?

J'avoue ne pas comprendre pourquoi nous engageons autant de frais dans des études de transport, alors qu'au moins une grande partie de ces compétences pourrait être fournie directement par la RTM dans l'intérêt des finances de la collectivité.

Je vous demande de revoir ce sujet, car on est en train de payer deux fois les mêmes choses. Il y a un lourd budget à la RTM. Il y a des gens compétents, hautement compétents, il n'est pas nécessaire d'aller payer chaque fois des intervenants extérieurs. Merci de cette réflexion.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous répondrai Monsieur Tixier.

Monsieur TEISSIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai bien écouté les interventions qui ont été faites et je partage complètement la frustration de Mme Lota en sa qualité de Présidente de la Commission Transports, d'avoir en quelque sorte été écartée des décisions essentielles du plan que vous nous présentez aujourd'hui.

Je voudrais vous dire que j'ai été moi-même un peu étonné d'apprendre par la presse, le schéma que vous nous proposiez, Monsieur le Président.

Moi qui suis Maire depuis 25 ans dans les secteurs Sud et Est de la Ville de Marseille, j'avoue que des schémas, j'en ai vu, que des rêves, j'en ai fait, que des réalisations, je n'en ai pas vu beaucoup.

Mon intervention portera sur deux éléments, la priorisation de ce que vous nous présentez aujourd'hui et les moyens.

En ce qui concerne la priorisation, tout à l'heure M. Morel a excellemment défendu le Plan Campus. Je lui en rends acte et je partage son point de vue. Je me suis beaucoup investi. D'ailleurs, à l'époque, souvenez-vous Monsieur le Président, je vous avais écrit, ainsi que le Sénateur Maire de Marseille, au Président du Conseil Général puisque nous avions été éliminés au premier tour et enfin rattrapés au deuxième tour. A cet égard, vous vous étiez, les uns et les autres, engagés à fournir les transports nécessaires à ce Plan Campus.

J'étais hier à Luminy.

Luminy, Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est plus de 10 000 personnes qui, tous les jours, vont et viennent entre notre ville et d'autres villes avoisinantes à la nôtre, pour se rendre sur leur lieu de travail, chercheurs, étudiants, entrepreneurs. C'est une vraie ville grouillante qui éprouve des difficultés énormes dans son déplacement et dans son développement économique.

Nous avons sur Luminy une pépite, un fleuron, qui s'appelle Euromed Management. Euromed Management, ce n'est pas simplement que l'école, comme on le disait avant, supérieure de commerce de Marseille. C'est aujourd'hui une école qui est implantée au Maroc, en Chine et qui fait rayonner notre ville et notre pays et qui a besoin d'une expansion et d'une aide que nos collectivités doivent impérieusement apporter.

Aujourd'hui Euromed Management se pose la question de savoir si elle reste sur le campus de Luminy ou si elle déménage tant la difficulté de transport impacte l'agrandissement de cette grande école qui fait honneur à cette ville.

Monsieur le Président, le Maire de Marseille a raison lorsqu'il dit que Marseille est une et indivisible. Il a raison et d'ailleurs, personne ne le conteste. Je n'ai jamais entendu personne dire le contraire. Mais qu'il me soit permis de dire que lorsque le Maire de Marseille souhaite, et il a encore raison, le prolongement d'une ligne de transport qui parte du Cours Saint Louis pour aller jusqu'à Castellane et que cette ligne soit un tramway, je me dis que là, mes chers collègues, à mon avis, nous faisons une erreur.

Nous faisons une erreur et je vais vous dire pourquoi. Nous faisons une erreur parce que ce tramway ne répond à aucun impératif de l'installation de ligne de tramway dont d'ailleurs Renaud Muselier a tout à l'heure donné le coût.

En effet, si je partage le point de vue du Maire qui est la raison : il faut un moyen de transport pour poursuivre l'œuvre qu'il a commencée, il faut passer avec un moyen de transport moderne, conventionnel et propre et le moins coûteux qui est le BHNS. Car à ce jour, un tramway ne se croise pas ou extrêmement difficilement dans la rue de Rome et personne n'en veut.

Que sera l'effet de ce tramway ? Le tramway doit avoir un effet de cabotage. Il faut qu'il passe toutes les cinq minutes, sinon, on ne le prend pas, on reste dans sa voiture ou sur sa moto, on ne l'utilise pas. Qui plus est, nous doublonnons !

Mais pour qu'il n'y ait justement pas de transfert de charges entre le Cours Saint Louis où passe le tramway et Castellane, il me paraît utile, voire indispensable, d'avoir un moyen de transport qui soit cohérent et qui soit un élément de maillage fort dans l'axe Nord Sud, c'est-à-dire Cours Saint Louis et Luminy.

Et quand nous écoutons le coût pharaonique de cette opération, 50 millions d'euros pour faire quelques centaines de mètres de transports, je me dis, je vous dis, Monsieur le Président et mes chers collègues, que très franchement, nous devons avoir une réflexion ensemble sur l'ensemble du projet, comme cela a été dit par Renaud Muselier.

Que nous soyons élus de Marseille ou élus des villes avoisinantes, je pense à Septèmes-les-Vallons, Allauch, La Ciotat etc., nous devons ensemble réfléchir à un véritable plan de transport qui soit cohérent, non seulement pour notre ville, mais en même temps pour les villes voisines.

Monsieur le Président, qu'il me soit permis de demander, après ce que Renaud Muselier a demandé ainsi que Mme Lota, que vous retiriez ce rapport et qu'ensemble nous puissions, à partir d'une commission ad hoc, qui représente les élus de cette ville et les Maires des villes avoisinantes, réfléchir, budgétiser et prioriser, de telle manière que nous puissions avoir un effet cohérent, économique et positif sur les transports de cette ville, une bonne fois pour toutes.

Voilà Monsieur le Président ce que je souhaitais vous dire sur ce plan transports. Je sais, vous allez me dire qu'il ne s'agit que d'études. Mais le rapport n°25 vient sur ce

tramway, sur ce moyen de transport et c'est sur ce moyen que je vous demande, ainsi qu'à l'ensemble de mes collègues, que le bon sens prévale. Nous engageons l'avenir et celui de nos enfants, pour très longtemps dans cette opération.

Merci de m'avoir écouté.

(Applaudissements)

Monsieur FOUQUET.- Monsieur le Président, chers collègues, il est souvent difficile de parler des transports d'une façon globale. Je vais essayer de ne pas répéter ce qu'a dit M. Muselier. J'ai écouté d'une oreille très intéressée ce que vient de dire M. Guy Teissier, mais ce qui se dit dans une assemblée, il est rare que ce soit la même chose que ce que l'on dit en aparté ou dans les couloirs et je ne suis pas très étonné de la façon dont le débat se produit. Ce débat n'est pas facile.

Pour ma part, je vais vous parler de deux choses et je vais revenir sur le tramway rue de Rome. La première, et Bernard Morel l'a évoquée sur le Plan Campus, est la poursuite de la ligne de La Rose jusqu'à Château Gombert.

Rappelez-vous, lorsque Gaston Defferre a créé cette ligne qui est une ligne fondamentale, qui sort de Marseille et va vers La Rose et arrive, pour le moment, au pied des immeubles de la Croix Rouge, le technopôle de Château Gombert, qui a été créé par Gaston Defferre, n'existait pas encore, c'était des champs. Il était évident que l'on ne poursuivrait pas ce métro dans les champs.

Aujourd'hui, la décision qui est prise est une décision qui manque à mon avis d'enthousiasme, elle manque de perspicacité, elle manque d'avenir.

Si je vous dis cela, c'est tout simplement parce que faire deux lignes de bus réservées, de BHNS etc., c'est mettre un pansement sur quelque chose qui a besoin d'être amélioré, c'est-à-dire la liaison de Saint Jérôme et de l'IMT de Château Gombert vers La Rose. De plus, cela coûte 45 millions d'euros.

En cours d'année, nous avons également voté 5 millions d'euros pour l'agrandissement du parking de La Rose dont je ne vous dis pas ce que c'est devenu.

Que va-t-il se passer dans cinq ans ? Dans cinq ans, on va se poser la même question. Dans cinq ans, on aura les mêmes problèmes à La Rose.

Nous, nous pensons qu'il est aujourd'hui obligatoire de le faire d'une façon logique – et c'est sur un kilomètre – et de poursuivre le métro de La Rose à l'IMT de Château Gombert. Il faut regarder et voir dans quelles conditions cela peut se faire.

On me répond que maintenant, c'est trop dense, qu'il y a trop de maisons. Il y a 10 ans, je n'aurais pas pu le faire. Je suis allé regarder de photos aériennes sur Google et je peux vous dire qu'on peut le faire. Il y a des voiries qui sont suffisamment larges. Alors arrêtez de nous donner des faux arguments.

Je ne me penche plus sur le passé, je suis trop vieux pour cela. Je regarde l'avenir. Cet avenir, et c'est très important quel que soit l'argument que l'on vous donnera, c'est le prolongement. Cela rejoint le Plan Campus. Imaginez Château Gombert, Saint Charles, la Timone, il n'y a plus qu'à faire Luminy. Nous sommes avec un bon système de transport qui doit être cohérent. J'en ai fini pour Château Gombert et je voudrais revenir sur ce que vient de dire Guy Teissier.

Je ne le dirais pas de la même façon. Je peux vous dire qu'à la Commission Transport, on en a débattu. Imaginez-vous que sur le rapport n°25 concernant le prolongement du tramway entre la Canebière et Castellane, nous étions 8 élus, et nous avons été obligés de voter (comme chez les Verts, mais heureusement, chez les Verts, on attend toujours d'être un chiffre pair car c'est toujours moitié / moitié). Sur 8 élus, il y a eu 5 votants à Droite et 3 votants à Gauche. C'est nul. Je dois le dire.

Tout d'abord, c'est nul parce que les gens ne viennent pas aux Commissions et ils ne viennent pas aux Commissions parce qu'ils savent que ce n'est pas là que ce prennent les décisions.

Sur cette affaire, la proposition de Guy Teissier en est une. Je considère que tous les projets sont bons, reste à savoir, et c'est là où je le rejoins, sur l'urgence, la priorisation. C'est le plus important. Aujourd'hui, avec tout ce que l'on nous dit sur le manque d'argent etc., on ne va pas faire quelque chose qui, pour le moment, n'est pas utile. Aujourd'hui, pour aller de la Canebière à Castellane, vous avez deux moyens.

Avant on se bagarrait et pour ma part, je me suis bagarré contre les tracés du tramway pendant longtemps, mais là, c'est encore pire. Avant, il y avait une ligne de métro, mais là vous en avez deux, et je me demande pourquoi l'on ne mettrait pas un tapis roulant rue de Rome car à mon avis, avec le tramway, ça ne suffit pas !

(Applaudissements)

C'est tout simplement cela. Je ne dis pas que le projet est mauvais.

Je dis tout simplement : mettons en face de nous les choses telles qu'elles doivent être. Il y a les urgences.

Je terminerai en disant ce qui suit. Je serais un élu d'une commune hors Marseille, je crierais au scandale. 80% des crédits des transports collectifs vont à Marseille. Et là, qu'est-on en train de faire ? D'attribuer 50 millions de plus sur le centre-ville qui n'en a pas besoin pour le moment.

(Applaudissements)

Je serais un élu des quartiers périphériques de Marseille, je crierais au scandale, il y a des choses plus urgentes comme la desserte de Luminy, la desserte de Château Gombert ou ce qui se fait entre Bougainville et Capitaine Gèze où là, il y a des bons projets.

Mais aujourd'hui, je peux vous dire qu'il y a quand même quelque chose de bizarre.

Merci.

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, mon intervention portait sur le rapport n°25, mais on ne peut la déconnecter du rapport n°22.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention ce qu'a dit M. Guy Teissier et je dois dire qu'effectivement la vision qu'il a et l'idée de prioriser le développement des transports de Marseille est une vision qu'il nous font essayer de partager et de travailler ensemble. On ne peut pas décider des choses par petits morceaux sans travailler la cohérence. Or, lorsque on voit le rapport n°25, nous avons déjà fait connaître notre opinion concernant le caractère d'urgence non avérée pour ne pas dire plus, de ces quelques centaines de mètres de tramway qui apparaît plus comme une politique de requalification urbaine très coûteuse que de renfort de l'offre de transports et cela a été dit par notre collègue Vert. On peut très bien se déplacer dans le centre-ville sans avoir besoin du tramway.

Le 26 mars 2009 le Conseil de Communauté a donc adopté à l'unanimité le lancement de cette étude concernant ce tronçon de tramway. Etude qui a pour objet de vérifier la faisabilité du projet en termes :

- de contraintes techniques et urbaines,
- de validité économique dans le réseau de transport existant (Métro notamment),
- de coût financier pour la collectivité

Cette étude est en cours et absolument pas finalisée. A ce jour, aucun élément d'appréciation – même provisoire – n'a été communiqué.

Pour réaliser cette étude une autorisation de programme de 2,5 millions d'euros a été affectée en même temps que le lancement de l'étude.

Aujourd'hui, ce rapport propose d'anticiper le résultat de cette étude en élargissant l'objet de l'autorisation de programme à la réalisation du projet. En fait, on n'attend pas la finalité de ces études, mais on se positionne quelle que soit finalement le résultat de l'étude en terme de réalisation du projet, sans être capable de chiffrer une fourchette sur le montant de cette réalisation (comme c'est le cas pour la fourchette annoncée sur le prolongement du métro jusqu'au Capitaine Gèze, qui indique une fourchette de 30 millions d'euros).

Autant dire clairement que cette étude ne porte plus sur la faisabilité du projet mais sur sa concrétisation quoi qu'il en coûte.

Compte tenu du débat que nous avons dans cette assemblée et de la difficulté à mesurer la cohérence du plan transport qui mériterait effectivement une plus large concertation, que ce soit avec les habitants, avec le Maire de la ville concernée, le Maire de Marseille, avec les élus de secteur et avec l'ensemble des forces vives de cette ville, nous proposons que le rapport n°22 soit retiré et en tout état de cause, nous ne voterons pas en l'état le rapport n°25.

Monsieur MORAINÉ. - Monsieur le Président, merci de m'autoriser à reprendre la parole parce que le débat est très intéressant.

Je dirai en préambule que ce n'est vraiment pas un débat marseillo-marseillais. Ceux qui pensent que les transports en commun en site propre dans la Ville de Marseille ne concernent que la Ville de Marseille n'ont rien compris au problème du transport, au problème des déplacements, au problème de l'environnement. Il n'y a pas de frontière à la limite de la commune de Marseille qui protège par exemple la commune de Cassis, chère Danièle, des gaz à effet de serre et des effets de la pollution.

Renaud Muselier a eu raison de dire, Monsieur le Président, que le débat intéressant eut mérité d'être dégrossi en Commission. Les choses ne sont pas toujours simples, les choses ne sont pas toujours faciles. Mais l'importance, l'ampleur du projet que vous nous soumettez aujourd'hui, en filigrane, derrière ces études que vous nous demandez de voter, auraient mérité qu'il y ait un débat plus approfondi en Commission et, sur d'autres sujets d'importance, nous croyons qu'il faudra y veiller plus tard.

Renaud Muselier a eu raison également d'attirer votre attention sur les coûts. Nous sommes parfaitement conscients que les études qui existent à l'AGAM, à la Ville de Marseille, ici, à la Mission Métro Tramway, ailleurs, n'étaient pas suffisantes pour permettre l'engagement immédiat de l'ensemble du projet que vous nous proposez aujourd'hui.

Pour autant, en les utilisant bien, on devrait pouvoir faire des économies parce que 7,6 millions d'euros, c'est tout de même 50 millions de francs.

Monsieur LE PRÉSIDENT. - Ce sont des autorisations de programme. On n'est pas obligé de dépenser la totalité.

Monsieur MORAINÉ. - C'est bien le sens de mon intervention. Veillons à ces dépenses-là, car cela paraît tout de même extrêmement coûteux. Ça, c'était pour la forme.

Sur le fond, nous ne pouvons qu'être d'accord. Pourquoi ? Parce que comme cela a été dit également par Renaud Muselier, c'est peu ou prou, le programme que nous-mêmes avions prévu, qui va se trouver réalisé.

Alors, Guy Teissier a eu raison de dire que maintenant, la question est celle de la priorisation. C'est vrai que compte tenu de l'engagement pris par les collectivités territoriales dans le cadre du Plan Campus, il faut lancer, à brefs délais, Luminy.

Mais la ligne vers Luminy par un bus à haute qualité environnementale qui peut être d'une sorte ou d'une autre, comme l'a expliqué Renaud Muselier, ne doit pas être

envisagée comme un choix, comme un pendant vis-à-vis de la réalisation de la ligne de tramway rue de Rome.

La ligne de tramway rue de Rome est aussi indispensable que le bus à haute qualité environnementale vers Luminy. Pourquoi ? Mes chers collègues, on entend vos arguments. Je les entends, je les comprends, je vous demande simplement quelques secondes d'écouter les nôtres.

Ce n'est pas pour rien qu'au Conseil Municipal de Marseille et ici même au mois de février de l'année dernière, lorsque nous avons créé tous ensemble, la mission centre-ville Vieux Port, à la quasi unanimité à l'exception des Communistes, nos groupes, celui des Socialistes et le nôtre, celui de la majorité municipale, avons voté la création de cette ligne de tramway. Pourquoi ? D'abord parce qu'il faut poursuivre l'oeuvre de requalification du centre-ville de Marseille, dans l'optique de 2013, mais pas uniquement. Une ville ne se développe, ne vit bien, que si son cœur de ville va bien. Autant une ligne avec un bus à haute qualité environnementale peut se comprendre lorsque l'on va vers la périphérie parce que c'est indispensable et qu'il faut rationaliser les coûts, autant au cœur du centre-ville, il faut faire du tramway. En tout cas, c'est notre position.

Deuxièmement, nous avons bien entendu les avis des quartiers des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements, qui réclamaient, à juste titre, et nous nous en étions aperçus aussi, la desserte du palais omnisports. D'ailleurs, ce nouveau palais omnisports, nonobstant les Cassandre, réussit parfaitement bien (pingouins ou pas pingouins). Pour desservir ce palais omnisports par un tramway, il faut bien commencer par réaliser la ligne qui passe par la rue de Rome et qui va jusqu'à Castellane parce que l'on ne va pas partir uniquement de Castellane ! Il ne va pas voler le tramway !

(Applaudissements)

Pour finir, vous savez tous que sur les communes de l'Est se déversent tous les matins des flots de voitures qui font que nos collègues arrivent parfois en retard tant ils sont bloqués sur l'autoroute comme c'est arrivé la semaine dernière.

En réalisant cette ligne de tramway qui va jusqu'à Castellane, on permet d'éviter que les voitures ne viennent s'engouffrer plus encore dans le centre-ville.

(Des voix s'élèvent)

Voilà les raisons qui ont conduit le Maire de Marseille à demander la réalisation de cette ligne de tramway. Voilà mes chers collègues pourquoi il nous faut voter ce rapport, parce que ce sont nos projets qui sont mis en œuvre, ce sont ceux du Maire de Marseille.

(Bravos, applaudissements)

Monsieur MENNUCCI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je viens d'entendre Guy Teissier. Je voudrais tout d'abord dire qu'il y a un événement politique ce matin à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. C'est la première fois depuis 1995 que j'entends publiquement Guy Teissier prendre ses distances avec une demande...

(Brouhaha)

ou des remarques fortes puisque si le retrait d'un rapport, ce ne sont pas des distances, je ne sais pas ce que l'on appelle des distances.

Je veux dire que c'est aussi l'honneur d'un élu et d'un Maire de considérer la défense. Ce n'est pas un reproche. Je veux quand même dire à nos collègues ce matin que ce qui se passe ici, n'est pas neutre pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Une fois que ces choses-là sont dites, la politique et notamment la politique des transports se fait sur la réalité et non pas sur des rêves.

Ici, dans cette enceinte, il y a beaucoup de collègues qui pendant une dizaine d'années ont combattu, non pas le tramway, mais les lignes qui nous ont été proposées.

Nous avons considéré que ces lignes – certains les appellent les lignes ‘Blum’ en référence au 6^{ème} secteur ou les lignes ‘Muselier’ en référence à la ligne du boulevard Chave – et certains considèrent encore, cela ne nous empêche pas de collaborer mais je crois que ces questions sont des questions centrales...

(Brouhaha)

Vraiment, vous devenez...

Mais travailler ensemble, comment cela s'appelle ?

Des voix.- Coopérer !

Monsieur MENNUCCI.- Donc dans une entreprise, il y a des coopérateurs et pas des collaborateurs, parfait !

(Brouhaha)

Je vois que vous avez besoin d'aller prendre quelque repas pour vous revigorer.

Ecoutez car je pense que c'est plus important que la sémantique.

Nous avons eu la conviction pendant des années que les lignes de tramway telles qu'elles étaient dessinées, n'étaient pas l'investissement qu'il fallait faire. Nous avons toujours proposé que cet investissement parte du Nord pour aller vers le Sud, que ce soit un investissement transversal à la Ville de Marseille, considérant à la fois la question du Plan Campus, de Luminy (à l'époque, cela ne s'appelait pas le Plan Campus, mais Luminy existait déjà) et considérant la nécessité d'entrer par le Nord de Marseille. Nous n'avons jamais été écoutés sur ce sujet. Chacun peut le reconnaître.

Nous avons dû regarder avec vous la construction de ces lignes qui aujourd'hui posent quand même un problème. Le problème que posent ces lignes, c'est qu'à investissement égal, entre la Ville de Marseille et la Ville de Nice, nous avons 40 000 voyageurs par jour (je me tourne vers M. Zéribi, je crois que c'est à peu près le chiffre)...

60 000 voyageurs par jour sur les lignes de tramway

Une voix.- 52 000.

Monsieur MENNUCCI.- Mettez-vous d'accord. Donc lorsque nous avons 52 000 voyageurs par jour sur les lignes de tramway, pour un investissement même légèrement inférieur, nous en avons 150 000 à Nice. La question est bien là.

Pourquoi ? Ce n'est pas un génie des transports qui a inventé le transport à Nice ! C'est même une personnalité fort contestable. C'est M. Peyrat.

Mais M. Peyrat a dû écouter ou regarder une carte et il est parti de la cité de l'Ariane au Nord de Nice et s'est demandé où vont les gens. Ils vont sur la Promenade des Anglais. Il a fait un tramway qui traverse la Ville de Nice et qui, en traversant la Ville de Nice, recueille tous ceux qui veulent se déplacer dans Nice.

Je remarque d'ailleurs que M. Estrosi a eu un débat, il y a quelques semaines à la CANCA, et ils ont décidé de faire l'inverse, c'est-à-dire de faire la ligne Est / Ouest. On voit qu'à Nice, il y a quelque chose de logique.

A Marseille...

(Brouhaha)

Ecoutez, vous allez voir qu'à la fin, je vais vous donner raison. Mais ce n'est pas parce que vous avez eu raison aujourd'hui, que vous n'aviez pas tort hier...

(Rires)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Mennucci, ne partez pas dans une tirade sur Confucius ! Continuez. Seul M. Mennucci a la parole.

(Applaudissements)

Monsieur MENNUCCI.- La question pour nous aujourd'hui qui allons décider et la question pour vous Monsieur le Président, pour le Président Guérini, et pour le Maire de Marseille qui vont participer à cela, c'est de partir de la réalité, et non de partir d'un rêve.

Le rêve que j'ai fait avec quelques autres, Joël Dutto, Frédéric Dutoit, les conseillers qui étaient présents lors de la dernière mandature, ce n'était pas le tramway que nous a proposé M. Muselier, c'était un tramway Nord / Sud. Et si nous l'avions fait, nous ne serions pas en train d'avoir cette discussion.

Mais M. Muselier a voulu que le tramway soit de cette façon, M. Gaudin l'a accepté et je n'ai pas entendu à cette époque, M. Guy Teissier demander le retrait du rapport.

Donc, sur cette question, aujourd'hui, où en sommes-nous mes chers collègues ? On peut tous rêver, mais la réalité, c'est qu'il y a des lignes et que ces lignes arrivent à des endroits particuliers et que si on veut donner à la RTM la possibilité d'avoir plus de passagers, il faut partir de ces lignes.

On ne va pas jeter 600 millions d'euros parce que l'on n'était pas d'accord sur le tracé en disant que l'on va faire autre chose, sans considérer que ces 600 millions ont été investis et que, somme toute, il y a 52 000 personnes qui prennent le tramway. Si on a une capacité de rallongement de ces lignes, nous pouvons espérer aller vers 100 000 ou 120 000 voyageurs.

J'ai beaucoup réfléchi sur la question de la rue de Rome. Elle me concerne, tout comme le Maire de Marseille, mais elle me concerne parce que je suis l'élu de ce secteur. On voit bien toutes les difficultés que cela peut apporter, mais je me suis convaincu, en discutant avec Eugène Caselli, que la question aujourd'hui, c'est le rallongement des lignes de tramway. J'espère qu'une fois que la ligne sera rallongée, et j'avais une position, mais ce n'est pas exactement la position qui est reprise dans le schéma, on pourra prolonger le tramway jusqu'à Mazargues, le prendre dans sa totalité et de considérer que c'est vraiment l'outil de déplacement de Marseille et, de l'autre côté, de le prolonger le plus loin possible, vers Capitaine Gèze – c'est fait, bravo – et de le prolonger vers les quartiers Nord par le bas, parce que l'on ne pourra pas passer par la route nationale de Saint Louis.

Monsieur TEISSIER.- Nous n'avons pas les moyens !

Monsieur MENNUCCI.- Mais Monsieur Teissier, nous n'avons pas les moyens mais je peux alors vous poser une question. Comment faites-vous une gare de BHNS pour Saint Louis ? Il faut m'expliquer.

Le tramway va avoir une station sur la Canebière à cet endroit qui est une station demandée, et merci Monsieur le Président de la faire, par tous les habitants et les utilisateurs du centre-ville. Où fait-on la gare BHNS ? Pour une gare BHNS, il doit y avoir un retournement, il doit y avoir une voie, il doit y avoir des moyens qui sont en hauteur, et je ne sais pas où l'on peut avoir le périmètre d'arrêt du BHNS, d'autant que la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine et la RTM s'apprêtent à proposer, dans le cadre de la rénovation du centre-ville, un changement total du secteur Bir Hakeim où sont, à l'heure actuelle, stationnés les bus qui vont vers les quartiers Nord.

Donc le choix qui est fait aujourd'hui Monsieur le Député, n'est pas pour moi un choix idéologique. Je ne crois pas qu'il y ait un tramway de Droite ou de Gauche. Néanmoins, Eugène Caselli, s'il avait dû faire une proposition en prenant la carte de Marseille toute blanche, il est probable, il est même certain, qu'il n'aurait pas fait cela. Mais aujourd'hui, est-ce que l'on doit essayer de valoriser cet investissement ou le mettre à la poubelle ?

En ce qui me concerne, je pense qu'il faut le valoriser, voilà pourquoi j'ai cette position.

(Applaudissements)

Monsieur BERTRAND.- Je partage le souci de Guy Teissier au niveau de la liaison du campus et du centre-ville de Marseille. Il a parlé d'Euromed, j'en connais quelque chose puisque je suis issu d'Euromed. J'étais de la promotion 1971 et j'ai inauguré les locaux. Je peux vous dire que déjà à l'époque, il y avait un problème de transport. C'est vrai que si l'on m'avait dit que 30 ans ou 40 ans après, ce problème persisterait, je ne l'aurais pas cru.

Il me semble que malgré tout, il y a quelque chose à faire au niveau de la liaison du campus de Luminy. Ceci dit, je pense qu'on parle beaucoup de Marseille et pas beaucoup des communes périphériques qui ont également des problèmes et à mon avis plus nombreux que ceux de Marseille.

Par exemple, Marignane, pour ne parler que de l'aéroport, possède sur son territoire un des rares aéroports qui soit si mal desservi entre l'aéroport et la ville centre, que ce soit en Europe ou dans le monde.

Au niveau des autres communes, je ne connais pas les problèmes de toutes les communes mais je connais les problèmes qui sont à la Croix Rouge, à La Rose, à Château Gombert, ainsi qu'à Plan-de-Cuques et Allauch. Là, on ne parle pas de 10 000 personnes, mais d'un chiffre entre 100 000 et 180 000 personnes concernées.

Je l'ai déjà dit, c'est vrai que je ne vais pas trop insister, mais je pense que de plus en plus, on sera obligé d'insister sur ce problème-là.

Par exemple, il est prévu, depuis une dizaine d'années, de faire un couloir sur le boulevard Einstein pour avoir un site propre, de manière à bien circuler. On en parle, on en parle, mais je ne le vois jamais marqué. Or, la circulation à Château Gombert, Allauch, Plan-de-Cuques devient infernale, vous ne pouvez plus circuler. A pied, vous allez plus vite qu'en voiture à certaines heures.

Quand on me parle de la rue de Rome, alors qu'il y a déjà un moyen de transport avec le métro, je pense qu'il y a quand même des priorités à définir. C'est vrai qu'avec Karim Zéribi, nous avons fait une amélioration puisque nous allons inaugurer lundi un passage des lignes 143, 144 etc. par le pont de l'Annonciade, mais sur une plage horaire très limitée. C'est un essai et j'espère qu'il sera concluant.

Au sujet de ces quartiers et de ces villes, il y a peu d'investissements à avoir par rapport à aux investissements dont j'ai eu connaissance depuis quelques temps, pour apporter une nette amélioration. Je crois qu'il faut penser un peu aux communes périphériques.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur le Maire, je vais répondre tout de suite à votre intervention.

(Mme Bernasconi demande la parole).

Tous les groupes se sont exprimés. On arrête le débat, Madame Bernasconi.

Bien entendu, ces études prennent en compte l'agglomération marseillaise et toutes les communes de MPM. Concernant la Croix Rouge et Allauch, Monsieur le Maire, vous savez très bien que le projet global de transport inclut aussi la requalification de la RD4D qui va fermer le cercle avec les deux sites propres que nous faisons à partir de La Rose vers Château Gombert d'un côté et vers Saint Jérôme de l'autre.

D'autre part, sachez que dans ces études, existe aussi la ligne de bus en site propre au niveau du boulevard Einstein. Voilà ce que j'avais à répondre concernant ces points.

Pour ma part, pourquoi ai-je maintenu la délibération concernant l'ensemble de ces études ? Tout d'abord, il s'agit d'une autorisation de programme. Voter cette délibération

nous permet de bénéficier de plus de 3.5 millions d'euros de la part du Conseil Général. Donc, c'est un appel à concours. Sans cette délibération, nous n'avons pas le financement du Conseil Général. Il faut voter les autorisations de programme au préalable.

Ensuite, il s'agit de recueillir des financements, sans préjuger de ce que vont dire les études. Et là, je réponds à M. Dutto, on n'a pas de préjugé sur les études, c'est simplement un appel à financement.

Par ailleurs, comment faire un plan de cette envergure sans en parler au Maire de Marseille ? Ce plan va concerner deux mandatures, la mandature actuelle pour compléter le réseau existant dans les prochaines années et une future mandature. Et celui qui occupera ce fauteuil à ce moment-là devra aussi construire un réseau de transports cohérent. Comment pourrait-on ne pas en parler au Maire de Marseille ?

C'est pour cela que l'information de la Commission n'était peut-être pas suffisamment complète, car il fallait d'abord avoir la validation du Maire de Marseille sur l'ensemble de ce plan. S'il avait voulu changer quelque chose, on en aurait discuté et peut-être aurait-on changé des éléments. Nous avons été d'accord sur le global car je crois qu'il y a un consensus sur ce qui est prévu en terme de financements et en termes de faisabilité.

Je dirais même, pour répondre à celui ou celle qui en a parlé, que la ligne de tramway du Quatre Septembre est aussi prévue dans ces études, sans dire quand on la fera car on ne peut pas préjuger. C'est un ensemble global d'études de faisabilité. Ce n'est pas présenté dans le graphique car on ne la fera pas tout de suite, vous savez très bien les problèmes de financement que pose la deuxième partie.

D'autre part, les études dont vous parlez Monsieur Muselier, ce sont des études de portions congrues. Il existe des études, elles ont été réalisées par le cabinet SITRA, vous devez le savoir. Ce sont des études de faisabilité pour savoir si l'on pouvait aller jusqu'à Saint Antoine par le tramway. Ce sont des études de tracé, des études légères. Là, nous sommes sur des études extrêmement lourdes. Quels réseaux va-t-il falloir dévier au niveau de l'assainissement, au niveau des collecteurs, au niveau des fibres optiques, au niveau des réseaux EDF etc. ?

Ce sont des dossiers obligatoires pour pouvoir construire une ligne, qu'elle soit en site propre ou qu'elle soit sur un mode plus lourd.

Je pense qu'on ne peut pas perdre encore deux mois sur ces études si on veut qu'un jour, et j'y tiens, le Maire de Marseille puisse inaugurer le tramway rue de Rome en attendant, durant la deuxième mandature, un tramway qui ira vers Mazargues. Car ce tramway est prévu, vous l'avez vu dans le plan. Le métro Capitaine Gèze est également important. On est donc à quelques mois près, en terme d'études.

Les premiers à nous reprocher de ne pas aller assez vite sur les projets, ce serait peut-être vous. Je pense que nous avons une obligation de voter l'ensemble de ces rapports parce qu'ils sont importants et nous n'avons pas de temps à perdre.

Ensuite, certains se posent le problème de l'opportunité du tramway rue de Rome. Je dis qu'il a son utilité dans la mesure où, dans un deuxième temps, on va le prolonger vers Mazargues.

Ensuite, dans ce programme transports, l'axe Nord / Sud va être enfin réalisé, d'ici la fin de cette mandature, avec plusieurs types de mode de transports : des BHNS, plus légers ou plus lourds, les études nous le diront, le métro avec Capitaine Gèze et le tramway rue de Rome.

Je crois que cet axe Nord / Sud doit être fait parce qu'il est de l'intérêt de le faire tout d'abord pour désenclaver les universités, deuxièmement pour préparer le futur raccord à la L2, troisièmement pour préparer le début des travaux du boulevard urbain sud à partir de la fin de cette mandature ou au début de la prochaine au plus tard.

Je crois que l'on prépare l'avenir et ne pas voter ces études maintenant, sur certains projets comme le métro Capitaine Gèze et comme le métro rue de Rome, c'est prendre le risque de ne pas pouvoir les mettre en service en 2014.

Pour ma part, je ne souhaite pas courir ce risque et je vous demande de voter l'ensemble de ces rapports.

19. DTUP 001-05/02/10 CC - Plan quinquennal d'investissement 2009/2013 - Approbation d'une Convention de partenariat avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône relative aux modalités de financement du projet billettique

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. DTUP 002-05/02/10 CC - Plan quinquennal d'investissement 2009/2013 - Approbation de la Convention de partenariat avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et la RTM relative au financement et à la réalisation d'opérations d'amélioration du réseau RTM

Le rapport est adopté à l'unanimité

21. DTUP 003-05/02/10 CC - Plan Quinquennal d'Investissement 2009/2013 - Approbation d'une convention de partenariat et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône pour l'étude du schéma d'organisation du système de transport collectif en site propre du secteur nord de Marseille

Le rapport est adopté à l'unanimité

22. DTUP 004-05/02/10 CC - Plan Quinquennal d'Investissement 2009/2013 - Affectation d'une Autorisation de Programme relative aux études générales pour l'amélioration du système de transports collectifs sur l'Agglomération marseillaise

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. DTUP 005-05/02/10 CC - Plan Quinquennal d'Investissement 2009/2013 - Actualisation de l'Autorisation de Programme relative au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze

Le rapport est adopté à l'unanimité

24. DTUP 006-05/02/10 CC - Plan Quinquennal d'Investissement 2009/2013. Actualisation de l'Autorisation de Programme relative à la création du pôle d'échanges Capitaine Gèze

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. DTUP 007-05/02/10 CC - Plan Quinquennal d'Investissement 2009/2013. Réactualisation de l'Autorisation de Programme relative au prolongement du réseau de Tramway du Cours Saint Louis jusqu'à Castellane

Monsieur TEISSIER.- Monsieur le Président, je souhaiterais poser juste une question. Vous venez de dire, vous avez précisé que vous envisagiez à la suite du prolongement du tramway rue de Rome, un prolongement de tramway.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien sûr Monsieur Teissier, je vous l'ai dit hier.

Monsieur TEISSIER.- Hier, on n'a parlé de bus, pas de tramway.

Monsieur LE PRESIDENT.- Des bus dans un premier temps jusqu'à la fin 2014. On prévoit le tramway jusqu'à Mazargues à partir de la mandature suivante, c'est dans le plan global que je vous ai présenté hier. Tous les Maires de secteur intéressés ont été concertés, ceux du Nord comme ceux du Sud et du Centre.

Je mets aux voix le rapport n° 25.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre de Mmes Nespoulous et Boulay
et de MM. Semeriva, Fouquet et Agullo

Abstentions de Mme Boyer
et de MM. Teissier, Royer-Perreaut, Ruggeri et Garnier

Abstention du Groupe Communistes, Républicains et Citoyens

(Brouhaha, discussion générale)

AMENAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Vallette, la Commission s'est réunie le 27 janvier, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur VALLETTE.- Mes chers collègues, Monsieur le Président, quelques rapports portant sur des modifications tout à fait sans intérêt par rapport à tout ce que nous venons de dire. En revanche, un rapport a attiré l'attention de la Commission, c'est le rapport sur le Centre Bourse et le Vieux Port, la modification de PLU.

J'avais préparé une intervention, mais je crois que l'on en a suffisamment parlé. Je veux simplement signaler l'urgence, car c'est le centre même du projet centre-ville qui est en cause. Tout ce dont nous venons de parler jusqu'à maintenant sur les déplacements conditionne la semi-piétonisation du Vieux Port et sa requalification.

Ce n'est pas que la gouvernance qu'il faut partager. Cet objet monde qu'est le Vieux Port nous concerne tous, c'est le patrimoine de notre aire métropolitaine car c'est au centre de Marseille 2013. Marseille 2013, c'est demain et on ne peut pas perdre de temps.

Voilà tout simplement ce que nous voulions souligner et que nous voulions vous faire partager. Au travers de la réponse que vous avez apportée tout à l'heure, je pense que vous le partagez, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Vallette.

Monsieur HUBAC.- Monsieur le Président, je ne vous parlerai ni de la Commission Transports, ni d'une autre Commission. Je voudrais simplement vous dire qu'il y a une incorrection totale vis-à-vis des conseillers communautaires qui n'ont de fonction que celle de conseiller communautaire.

Lors de la dernière plénière, une personne, qui est sûrement d'extrême droite, a dit que l'on ne servait absolument à rien et qu'il y avait juste le Président et les Maires qui décidaient.

En Commission, nous avons voté, nous avons décidé de retirer. Vous, vous décidez différemment, donc je ne vois pas ce que l'on vient faire dans les Commissions et dorénavant, je resterai chez moi, au chaud, puisque je ne sers absolument à rien.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Hubac, vous connaissez le règlement intérieur aussi bien que moi, vous savez que le Président, sur certains dossiers, a la pouvoir de maintenir un dossier à l'ordre du jour. Il ne le fait qu'exceptionnellement, vous m'en rendez acte. Je l'ai fait parce qu'il y avait urgence, j'ai expliqué pourquoi et je pense que vous pouvez le comprendre.

Maintenant ce qu'ont dit d'autres conseillers sur le Président et les Maires n'engage que ceux qui l'ont dit. Je me suis expliqué la dernière fois également.

26. AEC 001-05/02/10 CC - Majoration du volume constructible pour les logements locatifs sociaux - lieudit "Le Vallon" à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur MAGRO.- Il s'agit d'approuver la majoration du volume constructible pour les logements sociaux à Châteauneuf-les-Martigues dans le cadre d'une procédure de modification du document d'urbanisme. Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

27. AEC 002-05/02/10 CC - Plan d'Occupation des Sols de Plan-de-Cuques - Approbation de la procédure de modification n° 5

Monsieur MAGRO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

28. AEC 003-05/02/10 CC - Plan Local d'urbanisme de Septèmes-les-Vallons - Approbation de la procédure de modification n°10

Monsieur MAGRO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

29. AEC 004-05/02/10 CC - Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule - Engagement de la procédure de modification n° 1

Monsieur MAGRO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

30. AEC 005-05/02/10 CC - Plan Local d'Urbanisme de Gémenos - Engagement de la procédure de modification n°9

Monsieur MAGRO.- Ce rapport est retiré, sine die, jusqu'à ce qu'une nouvelle date soit proposée par la commune de Gémenos.

31. AEC 006-05/02/10 CC - Plan Local d'Urbanisme d'Ensuès-la-Redonne-Engagement de la procédure de modification n°1

Monsieur MAGRO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

32. AEC 007-05/02/10 CC - Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement de la procédure de modification n°21

Monsieur MAGRO.- Cela concerne la question sur laquelle s'est exprimée Claude Vallette sommairement. Il y a eu un avis favorable de la Commission.

Je pense que l'on aura l'occasion d'y revenir.

Si vous me permettez, Monsieur le Président, je dirais deux phrases puisque nous sommes quand même dans la préparation du Schéma de Cohérence Territoriale et de son Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Je pense que le débat que nous avons eu sur la question des transports pourrait être éclairé une fois l'adoption du PADD votée, soit par la mise en route d'un nouveau PDU, soit, au minimum, par une évaluation du PDU, depuis son vote en 2002. Cela nous éviterait toute une série de déboires.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien entendu, un Plan de Déplacements Urbains, c'est comme un Plan Local d'Urbanisme, il évolue en permanence.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

VOIRIE ET SIGNALISATION

33. VOI 001-05/02/10 CC - ZAC Saint Charles, à Marseille (6^{ème} arrondissement) - Démolition des ouvrages d'art d'arrivée de l'A7 sur la Porte d'Aix.

Madame MILON.- Tous les rapports ont recueilli, Monsieur le Président, un avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. VOI 002-05/02/10 CC - Approbation d'une convention de Fonds de Concours relative à l'aménagement de l'avenue de Saint Menet, Marseille (11^{ème} arrondissement) et revalorisation de l' Autorisation de Programme

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. VOI 003-05/02/10 CC - Création d'un carrefour giratoire à Ensues-la-Redonne. Approbation d'une convention avec le Département des Bouches-du-Rhône

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. VOI 004-05/02/10 CC - Aménagement de la place Léopold Dalmas à Saint-Gabriel, 14ème arrondissement de Marseille. Création et affectation d'une autorisation de programme. Demande de subvention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. VOI 005-05/02/10 CC - Aménagement de la place Pelabon à Marseille – 13^{ème} arrondissement. Création et affectation d'une autorisation de programme. Demande de subvention

Madame MINASSIAN.- Monsieur le Président, mon intervention concerne les rapports n°36 et 37.

Je serai très brève. Je tenais à vous remercier Monsieur le Président. Grâce à votre politique, ces secteurs vont enfin revivre.

L'aménagement de ces places emblématiques pour les habitants de ces quartiers est essentiel. Je remercie également les services pour leur compétence.

Monsieur le Président, ces secteurs trop longtemps délaissés vont retrouver leur convivialité, ils en avaient vraiment besoin. Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. VOI 006-05/02/10 CC - Grosses réparations et modernisation de la signalisation 2010-2013 sur le territoire communautaire - Création et affectation d'une autorisation de programme

Madame NESPOULOUS.- Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais vous rendre compte de la deuxième partie de la Commission Voirie et Signalisation en tant que 2^{ème} Vice-présidente de la Commission Voirie.

Lors de la deuxième partie de la Commission Voirie et Signalisation, les services de l'AGAM et de la Communauté Urbaine ont présenté aux élus le projet de schéma de cohérence des modes doux de Marseille Provence Métropole.

L'objectif d'un schéma de cohérence n'est pas d'établir une programmation et des plans d'actions mais de rappeler les principes et les outils à disposition des élus pour mener une politique de développement des modes doux. C'est sur cette base que les membres de la commission ont discuté autour du projet présenté.

La principale contribution de la commission concerne la réglementation et les outils à disposition des aménageurs de voirie. Le schéma de cohérence des modes doux doit s'appuyer sur l'article 228-2 du Code de l'Environnement.

Je le cite rapidement : « A l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, à l'exception des autoroutes et voies rapides, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagement sous formes de pistes, marquages au sol, couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation. L'aménagement de ces itinéraires cyclables doit tenir compte des orientations du Plan de Déplacements Urbains s'il existe ».

Nombreux sont les élus qui ignorent encore cette loi et pensent que les aménagements cyclables ne se font qu'à l'occasion de grands travaux de voirie. C'est la vocation du schéma de cohérence de présenter les règlements actuels pour faire avancer la réflexion des décideurs publics. Le schéma de cohérence doit citer l'article 228-2.

Autre grand absent du document présenté : le décret de juillet 2008 qui modifie le code de la route et instaure les « zones de rencontre » et les nouvelles règles concernant les « double-sens cyclables ».

Monsieur le Président, il me semble essentiel de définir la « zone de rencontre ». C'est une nouveauté de juillet 2008 mise en place très rapidement dans de nombreuses agglomérations. La zone de rencontre est ouverte à tous les modes de transport. Mais les piétons bénéficient de la priorité sur tous, à l'exception des tramways. Ils peuvent se déplacer sur toute la largeur de la voirie. Pour que cela soit possible, la vitesse des véhicules motorisés est limitée à 20 km/h.

(Les élus Verts présentent à l'assistance différents panneaux de circulation)

Monsieur le Président, le schéma de cohérence doit aussi définir le « double sens cyclable », aménagement prévu pour les « zones de rencontre » et les « zones 30 ». Il doit faciliter les déplacements à vélos et dissuader les cyclistes de circuler sur les trottoirs dans les voies à sens unique pour véhicules motorisés. Le « double sens cyclable » est accompagné d'une signalisation adaptée pour chaque tronçon de rue.

Chers collègues, les collectivités ont, jusqu'à juillet 2010, pour mettre en place le « double sens cyclable » dans les « zones 30 » existantes.

Avec cette échéance de juillet 2010 pour les « double sens cyclables », le chantier « modes doux » doit débiter très vite.

A l'occasion de la Commission, les responsables techniques ont annoncé le lancement de la deuxième phase. Il s'agit des programmations thématiques pluriannuelles avec la présentation, fin 2010, du Schéma Directeur Modes Doux au Conseil de Communauté pour approbation.

Le Directeur Général Adjoint « Déplacement et aménagement de l'espace » a évoqué la création d'une ligne budgétaire pour 2010 d'un montant de 1 500 000 euros consacrée aux aménagements cyclables. Elle sera proposée pour approbation au Conseil Communautaire du mois de mars.

Monsieur le Président, les élus Verts vous félicitent pour la création d'une ligne budgétaire dédiée au vélo et vous encouragent à poursuivre dans cette voie. En effet, la part modale du vélo est actuellement de 0,35% sur notre territoire, mais le PDU de MPM considère que l'usage du vélo peut concerner 5% à 15% des déplacements quotidiens.

A titre de comparaison, le Grand Lyon vient de voter un budget de 90 millions d'euros pour mettre en œuvre son deuxième plan « modes doux 2009/2014 » avec pour objectif 5% de part modale vélo en 2014 et 7,5% en 2020.

Monsieur le Président, avec le budget annoncé en Commission, le gestionnaire voirie en charge du dossier vélo est dans l'impossibilité de financer un projet urbain global et cohérent à l'échelle de MPM.

C'est la raison pour laquelle je vous demande, au nom des élus Verts, de réfléchir à un plan de financement 2010/2014 en vous appuyant sur une équipe de professionnels solidarisés autour du projet modes doux.

Vous le savez, lors de la précédente mandature, la politique cyclable était disséminée au sein des services techniques.

Monsieur le Président, les Verts vous félicite encore d'avoir restructuré les anciennes Directions Voirie, Circulation et Transport sous la Direction « Déplacement et aménagement d'espace ». Ceci donnera de la cohérence au développement urbain de MPM et facilitera la création de cette équipe de professionnels vélos.

Cette équipe est nécessaire pour conduire une politique cyclable globale et cohérente sur l'ensemble du territoire.

Mesdames, Messieurs les conseillers, nous ne pouvons pas justifier, en 2010, l'absence d'aménagement cyclable de la U464 au niveau du chantier d'élargissement du chemin de la Parette alors que l'avenue Jean Lombard et la rue Saint-Pierre sont équipées.

La trame lacunaire du réseau cyclable marseillais n'est pas une fatalité et le rôle des élus est essentiel pour y remédier.

D'ici juillet 2010, la Mairie de Marseille va devoir analyser et remettre aux normes tous les « arrêts de zone 30 » en y incluant des double-sens cyclables.

La récente transformation de la traverse de la Rose en sens unique sans double sens cyclable est aberrante.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Nespoulous, concluez.

Madame NESPOULOUS.- Monsieur le Président, j'étais sur le général, je pense qu'il est essentiel de donner un ou deux exemples, d'autant que je pense que vous avez tous vu ce matin les cyclistes affronter la pluie.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les élus sont fatigués, Madame Nespoulous.

Madame NESPOULOUS.- Je sais et je terminerai le plus rapidement possible.

Je voudrais dire que ces double-sens cyclables, c'est la moindre des choses que les élus responsables de l'aménagement soient au courant. Je pense que la plupart d'entre vous ne le savent pas.

Monsieur le Président, je conclurai mon intervention avec l'exemple de la U430. Demain, vous allez inaugurer, avec M. le Maire de Marseille et M. le Maire du 5^{ème} secteur, la première tranche des travaux de la voie de contournement de Saint-Loup. La rue André Audoli vient d'être totalement requalifiée et dotée d'une piste cyclable de 500 mètres ou plutôt de deux pistes de 250 mètres de chaque côté de rue séparées par un giratoire.

La fonction ornementale de l'ensemble est indéniable mais les cyclistes urbains ne comprennent pas pourquoi l'aménageur n'a pas réussi à assurer la continuité de l'itinéraire cyclable sur ces 500 mètres.

Alors pour faire taire les grincheux, et finir sur une note optimiste, je suggère d'allonger cette piste cyclable et de mettre en place un itinéraire cyclable sur son prolongement, c'est-à-dire boulevard Pierre Doize et boulevard Paul Claudel et ceci jusqu'au métro Sainte Marguerite-Dromel.

Merci Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Ceci est à l'étude Madame Nespoulous.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Je vous remercie, la séance est levée.

(La séance est levée à 12 heures 40).